

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

MAI 1931.

SOMMAIRE

EDITORIAL La grève du textile

L'OPPOSITION DE GAUCHE EN ESPAGNE

Projets de thèses :

- I. Sur L'ORGANISATION DU P. C.
ESPAGNOL
- II. Sur LA QUESTION NATIONALE
- III. Sur LA QUESTION SYNDICALE

L. TROTSKY Au sujet de la déclaration du « Bloc
ouvrier et paysan » catalan

H. LACROIX Le deuxième congrès national de la
C. N. T. d'Espagne

DANS L'INTERNATIONALE

K. LANDAU L'approche de la crise révolutionnaire,
le congrès de la social-démocratie
allemande et la lutte des commu-
nistes

F. GERARD La lutte des paysans indochinois

LA LUTTE DE CLASSES

ABONNEMENTS :

France et Colonies : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr.
Etranger : 1 an : 40 fr. — 6 mois : 20 fr.
Compte chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

SOMMAIRE DES DEUX DERNIERS NUMEROS :

Février-Mars 1931 (N° 28-29)

EDITORIAL : Les mineurs montrent au prolétariat la voie de la résistance! — F. GÉRARD : Sur les problèmes du mouvement révolutionnaire indochinois. — D. LÉVINE : Esquisse sur le mouvement de la jeunesse ouvrière. — P. NAVILLE : La crise économique et ses répercussions. — L. TROTSKY : Thermidor et Bonapartisme. — LETTRES D'URSS : De Moscou. — Lettre d'un syndiqué. — Sur le procès du Parti industriel. — D'un oppositionnel déporté. — LIGUE COMMUNISTE DU BRÉSIL : La crise brésilienne. — Appel aux travailleurs. — LYON ET CAMBOA : Esquisse d'une analyse de la situation économique et sociale du Brésil. — A. GLOTZER : L'orientation de la crise économique aux U.S.A. — P. N. : Le « tournant » du P. C. Chinois. — K. LANDAU : Le tournant estropié du P. C. Allemand. — H. LACROIX : Le « Comité de reconstruction » de la C. N. T. d'Espagne. — A. NIN : Préface à la Plate-forme de l'opposition russe. — P. SIZOFF : Le pacte naval franco-italien. — LES LIVRES : *Les dictatures de notre temps*, par A. Nin (A. A.). — *La révolution russe*, par H. Rollin. — *La révolution russe de 1905*, par Gorine. — *Discours sur le plan quinquennal de Staline*, etc...

Avril 1931 (N° 30)

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE. — L. TROTSKY : Dix commandements du communiste espagnol. — H. LACROIX : La situation politique actuelle et l'opposition communiste espagnole. — Le « Bloc ouvrier et paysan » devant les événements actuels. — P. NAVILLE : Le gouvernement provisoire contre le prolétariat espagnol. — M. SHACHTMAN : La révolution espagnole et la théorie du stalinisme. — LES LIVRES : *La révolution espagnole*, par Karl Marx (P. N.).

**Complétez vos collections en nous demandant
les numéros qui vous manquent**

Achetez des collections de l'année 1930, au prix de 30 frs.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

45, Boulevard de la Villette. Paris X°. Prix du numéro 3 frs.

Envoyer toute la correspondance à
Pierre Naville, secrétaire de la rédaction.

4^e année.

MAI 1931.

Numéro 31.

SOMMAIRE

EDITORIAL La grève du textile 234

L'OPPOSITION DE GAUCHE EN ESPAGNE

Projets de thèses :

I. Sur L'ORGANISATION DU P. C.
ESPAGNOL 239
II. Sur LA QUESTION NATIONALE 245
III. Sur LA QUESTION SYNDICALE 249

L. TROTSKY Au sujet de la déclaration du « Bloc
ouvrier et paysan » catalan 253

H. LACROIX Le deuxième congrès national de la
C. N. T. d'Espagne 256

DANS L'INTERNATIONALE

K. LANDAU L'approche de la crise révolutionnaire,
le congrès de la social-démocratie
allemande et la lutte des commu-
nistes 263

F. GERARD La lutte de paysans indochinois 275

La grève des textiles

Les grands mouvements de défense du prolétariat français attaqué dans son niveau de vie se développent. Les grèves contre les assurances sociales en juillet-août 1930 en ont été le prélude. La grève des mineurs, malgré son échec (année 1931) a marqué une nouvelle étape dans ce développement : c'est celle où le patronat s'est délibérément jeté avec fureur sur les salaires ouvriers pour aboutir à une réduction massive et systématique. Le Comité des Houillères a réduit de 10 % le salaire des mineurs, dans un moment où le coût de la vie continuait à augmenter.

Le Consortium textile s'attaque à son tour au salaire des ouvriers employés dans ses usines. Il a prétendu d'abord les réduire de 10 % immédiatement. Il a ensuite accepté de les réduire de 4 % pour commencer, particulièrement en supprimant la « prime de présence », versée aux ouvriers moyennant certaines conditions et équivalant au versement ouvrier pour les assurances sociales. Cette offensive contre les salaires des textiles précède des offensives qui s'amorcent contre les cheminots, les métallurgistes, les dockers, etc...

Il importe évidemment d'avoir une idée claire sur la stratégie générale des luttes ouvrières dans la période actuelle, sans quoi les organisations révolutionnaires ne peuvent plus jouer le rôle de direction des mouvements ouvriers qui leur revient. Au contraire, elles se laissent entraîner à l'aveuglette. L'opposition de gauche a une perspective sur cette question. La direction centriste n'en a pas. Nous allons le montrer rapidement.

Dans son rapport au XI^e Plenum du C. E. de l'I. C., Manouïlsky déclara :

« ... Dans la phase de stabilisation partielle du capitalisme, des mouvements de masses ont éclaté spontanément. Quelle place occupent-ils dans la caractéristique que nous donnons de l'essor révolutionnaire ? Toutes ces questions sont sciemment estompées par les renégats de droite et trotskystes pour démontrer qu'il n'y a aucune poussée en 1931, mais qu'il y a une offensive du capital, le triomphe de la réaction politique et l'accroissement du fascisme, que la classe ouvrière se trouve au cours de la crise dans une position de défensive plus prononcée que jusqu'à présent. »

Bien entendu, l'opposition — qui n'a rien de commun avec les droitiers — n'a jamais parlé d'une « triomphe de la réaction politique, etc... ». Mais elle a effectivement souligné que la crise économique imposait au capital d'entamer une offensive

violente, gigantesque, contre le niveau de vie de la classe ouvrière tout entière, c'est-à-dire contre les salaires. C'est là un fait incontestable.

Mais lisons d'autre part ce qu'écrit Ferrat — un membre du C. E. de l'I. C. ! — dans *l'Internationale Communiste* (n° du 1-15 juin, p. 795) :

« Mais nous ne devons pas nous dissimuler que la lutte sera plus difficile et plus dure qu'en 1929-1930, car le vaste mouvement mûrit, malheureusement encore d'une façon dispersée, après une série d'échecs; l'initiative de l'attaque étant pour le moment du côté de la bourgeoisie, l'activité anti-ouvrière des organisations réformistes et socialistes ayant atteint un degré inouï en France. »

Voilà les centristes pris au piège de leurs inextricables contradictions ! Ferrat affirme que « l'initiative de l'attaque est pour le moment du côté de la bourgeoisie », mais son supérieur hiérarchique, Manouïlsky, estime que c'est là l'opinion des « renégats trotskystes » ! Quelle confusion honteuse ! Comment les prolétaires pourront-ils s'orienter si dans la même organisation, deux « dirigeants » qui se prétendent d'accord, leur affirment exactement le contraire l'un de l'autre ?

En réalité, l'appareil centriste n'a pas d'opinion précise sur cette question. Il oscille au gré des réactions prolétariennes. On l'a bien vu en France lors de la grève des mineurs. Et maintenant on le voit encore dans l'appréciation de la grève du textile qui se déroule à Roubaix-Tourcoing.

Mais quelle est la position réelle de l'Opposition de gauche à ce sujet ? Citons à ce sujet un article paru dans la *Vérité* (Le mouvement des mineurs et l'Opposition de gauche; n° 85 et 87) :

« ... Dans quelle phase de la lutte la classe ouvrière se trouve-t-elle actuellement engagée ? Dans l'ensemble il s'agit maintenant d'une période de crise économique du capitalisme, d'offensive acharnée et impitoyable du patronat, et de défensive de la classe ouvrière. »

« ... La défense (ou l'attaque) caractérise une ligne stratégique développée sur une certaine durée de temps. La défensive est essentiellement une position stratégique. »

« Mais la réalisation d'une action concertée et généralisée de défense massive contre l'offensive des capitalistes ne peut se faire que grâce à une série d'opérations tactiques qui prennent inévitablement un caractère de réaction, de riposte, de contre-offensive. Or, la grève, qui est un moment tactique de la lutte, est une action offensive. C'est une lutte qui nécessite un état d'esprit et des méthodes d'action vigoureuses, décidées, combattives. La ligne stratégique de toute une série de mouvements de grève peut être défensive en ce sens qu'il s'agit d'une riposte à une attaque déclarée des patrons. C'est le cas actuellement. Mais chaque grève, chaque combat particulier qui oppose les prolétaires à l'attaque capitaliste est une action de contre-offensive. Ne pas comprendre cela amène à embrouiller la ligne stra-

tégique, caractéristique des étapes essentielles qui mèneront à la prise du pouvoir et conséquence de facteurs complexes, avec les combats partiels et en général toutes les opérations tactiques de lutte.

« La direction centriste du parti emmêle désespérément les deux choses. La situation comporte évidemment des contradictions; mais toute la tâche des communistes consiste justement à débrouiller ces contradictions, à aiguiller, à orienter le prolétariat, ses organisations syndicales et politiques, en utilisant la situation selon son développement contradictoire... ».

Cette appréciation, déjà confirmée par la grève des mineurs, l'est encore par le mouvement qui se déroule actuellement dans le textile.

Le mouvement, déclenché le 18 mai, appelle une série de constatations, auxquelles nous nous bornerons pour le moment présent, et sur lesquelles il faut très nettement faire porter l'accent.

1. D'abord, en dépit des affirmations légères de Manouïlsky, ce mouvement, comme le précédent mouvement des mineurs, et comme ceux qui ne peuvent manquer de renaître dans les houillères et dans d'autres industries, est un mouvement qui surgit dans une étape de défense des travailleurs.

Le mot d'ordre central de la grève est : *pas un sou de diminution de salaires!* Il caractérise le sens de la grève : un barrage, une riposte à l'attaque capitaliste. Les textiles, hommes, femmes et enfants, ne veulent pas supporter une nouvelle diminution de leurs salaires, alors que le chômage s'installe et que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Il faut reconnaître que la CGTU, jusqu'à présent, a conformé sa tactique au soutien de ce mot d'ordre : pas un sou de diminution de salaires! C'est un progrès qu'il faut noter. Devant l'unanimité de la réaction ouvrière sur ce mot d'ordre, la CGTU n'a pas osé, comme elle l'avait fait lors de la grève des mineurs, le doubler en même temps d'un autre mot d'ordre : pour l'augmentation des salaires, ce qui avait pour conséquence inévitable de jeter la confusion dans l'esprit des grévistes et de leur faire craindre les aventures. Elle confirme ainsi, sans le vouloir peut-être, le caractère de défense économique de la grève.

2. La réaction du prolétariat textile a été unanime. Les syndicats confédérés, qui ont donné l'ordre de grève comptent 15 à 17.000 adhérents. Les unitaires ne comptent que quelques milliers. Néanmoins c'est 125.000 ouvriers et ouvrières qui ont quitté les ateliers. Le caractère massif et immédiat de la cessation du travail montre clairement une *volonté de résistance* sérieuse de la part des prolétaires.

De ce point de vue, on comprend l'extrême importance de la bataille engagée par les unitaires deux mois auparavant contre le Comité des Houillères. Les mineurs ont montré aux textiles la voie de la résistance. Cet exemple a joué un rôle important dans le développement actuel des luttes, comme la grève actuelle des

textiles en jouera à son tour un très grand rôle dans le développement des conflits futurs.

Cette réaction profonde a poussé en avant les dirigeants syndicaux réformistes. Il est hors de doute que le plus cher désir de l'état-major de la CGT est d'arriver rapidement à un accord avec le Consortium, sur la base de « concessions mutuelles » dans « l'intérêt général »; son désir était déjà auparavant d'éviter le conflit en obligeant le gouvernement du maquignon Laval à l'arbitrer. Les lois inébranlables de la nécessité capitaliste ont obligé le Consortium à refuser tout allègement réel, et d'autre part la masse prolétarienne a refusé de laisser diminuer son misérable salaire.

Alors les chefs réformistes ont accepté la bataille, dans la « dignité », et depuis portent tous leurs efforts sur les pourparlers, et larment dans le *Populaire*, le *Peuple* et les journaux du Nord en implorant une intervention gouvernementale.

3. Une troisième constatation à faire, c'est que la direction réformiste, malgré ses trahisons de 1930 et malgré son attitude vis-à-vis des mineurs, a conservé la confiance des masses ouvrières. La quasi-totalité de la masse des travailleurs du textile suit les directives des réformistes. Les Congrès réunis par les unitaires, ainsi que la direction « indépendante » élue par eux, ne possède aucun pouvoir réel sur la grève. Naturellement, cette confiance de la masse dans la direction réformiste provient en grande partie du discrédit où est tombée la CGTU, qui continue à s'isoler et à refuser l'initiative d'un véritable front unique.

4. L'élan général des travailleurs a montré mieux que toute autre chose que la réalisation du *front unique* avec les travailleurs réformistes, c'est-à-dire avec les organisations réformistes, *contre toute diminution de salaire*, était possible. Pour cela il fallait reprendre l'initiative du groupe de camarades oppositionnels d'Hal-luin, qui avait demandé que des propositions soient adressées sur cette base aux syndicats réformistes. En même temps devait se réaliser un travail de propagande individuelle, personnelle, de base, très serré. Mais fidèle à leur tactique de « l'indépendance », les chefs de la CGTU ont continué à repousser cette tactique.

5. Il faut aussi constater que jusqu'à présent la grève a présenté un caractère contradictoire, très significatif de l'étape actuelle de la lutte prolétarienne. D'un côté, la grève conserve un caractère de calme, en ce sens que l'ensemble des ouvriers (qui sont 125.000 en grève) n'entre pas activement dans la bataille, en manifestant, en fréquentant les meetings, etc... Sous cet angle on peut constater que le mouvement de masse qui a dressé les travailleurs contre la diminution de salaires, ne les a pas entraînés jusqu'à descendre dans la rue pour revendiquer directement. La masse conserve encore sa confiance aux dirigeants réformistes qui dirigent les « négociations ».

D'autre part, une minorité se détache, qui, elle, veut mener la lutte par des moyens plus décidés, plus combattifs. Cette minorité est entraînée par la CGTU. Elle comprend les travailleurs les plus conscients, les plus exploités aussi. Ce sont eux qui pèsent d'un

grand poids dans la balance en s'efforçant de donner à la grève un caractère plus radical.

La police s'acharne sur cette avant-garde que les unitaires n'ont pas su souder étroitement à la masse des grévistes. Plus ils sont isolés, plus la garde mobile traque et provoque. Mais aussi, cette lutte plus ardente d'une minorité contre les forces armées du patronat et de l'Etat sert d'exemple et ouvre les yeux à un plus grand nombre.

La riposte de la rue des Longues-Haies aux brutalités et aux provocations de la garde mobile ont marqué nettement cet état d'esprit qui réside seulement encore dans une minorité. Mais, avec une tactique juste, la CGTU peut aider à étendre et à renaitre l'esprit de lutte et la conscience révolutionnaire de la grande masse des exploités. Les grèves qui se déroulent dans le Nord et celles qui surgiront inévitablement demain, obligent et obligeront les communistes à réviser leur tactique s'ils veulent étendre leur influence.

Dans ce sens, seules les analyses et la tactique préconisées par l'Opposition de gauche peuvent aider sérieusement et le parti communiste et la CGTU. La grève du textile le montre une fois de plus. Nous verrons ultérieurement les conclusions plus générales qu'il faut tirer de ce mouvement qui reste actuellement une étape capitale dans le déroulement de la résistance prolétarienne à l'offensive capitaliste.

25 juin 1931.

**DEUX BROCHURES
DE LÉON TROTSKY
sur
LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE**

La révolution espagnole et les tâches communistes 0 fr. 30

La révolution espagnole et les dangers qui la menacent 0 fr. 30

En vente à « La Vérité », 45, Boulevard de la Villette.
Paris 10^e.

Projets de thèses de l'Opposition Communiste Espagnole

Nous publions ci-dessous les trois thèses qui ont été adoptées par la première Conférence nationale de l'Opposition de gauche espagnole qui s'est tenue à Madrid le 7 juin 1931.

1. Sur l'organisation du parti communiste espagnol

I

Le communisme espagnol s'est constitué par l'assemblage de petits groupes qui se distinguent par leur faible influence sur les masses. Bien qu'il existe en Espagne une ambiance des plus favorables au communisme, les organisations existantes se montrent incapables de s'emparer de ce courant d'opinion, ou elles ne le font que dans des proportions infimes.

L'appareil bureaucratique du Parti communiste en Espagne, s'inspirant des pratiques dictatoriales suivies par l'I. C. depuis 1924, qui ont anéanti le régime du centralisme démocratique et du centralisme critique, base du Parti, ont dressé une muraille qui barre totalement la route au développement du Parti. La conséquence est que nous n'avons pas, en Espagne de Parti communiste précisément à l'heure où la classe ouvrière en a besoin, de la manière la plus impérieuse. Du fait que le prolétariat possède ou non un parti communiste à la hauteur de la situation, dépend que la crise qui se développe à travers le pays puisse se résoudre en un mouvement révolutionnaire des classes exploitées, ou bien qu'elle avorte finalement, permettant ainsi à la bourgeoisie de consolider sa domination.

La fausse interprétation du problème politique espagnol, la manière erronée de présenter les questions générales de la part des leaders du Parti, constituent un élément puissant de désorientation des masses qui, bien que sympathisant au communisme en général, ne peuvent se ranger sous l'influence d'un parti d'une insuffisance si manifeste — comme c'est le cas du Parti communiste d'Espagne. On peut dire sans exagération que 90 % des écrits destinés à l'agitation et à la propagande sont si entièrement mauvais et stupides que ce qui peut arriver de mieux c'est qu'on ne les diffuse pas. Il en est de même avec le groupe qui se vante

de représenter officiellement l'I. C. et qui lance le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » non comme mot d'ordre de propagande générale, mais en l'appliquant à un conflit déterminé — grève ou simple agitation —, que nous voyons décréter une scission syndicale alors qu'il est obligé de reconnaître dans une de ses toutes dernières déclarations que le Parti communiste d'Espagne « *n'est pas un vrai parti de masses mais qu'il a encore beaucoup des traits caractéristiques d'une secte* ». Ce qui veut dire qu'il ne possède pas une influence suffisante sur la masse ouvrière pour la grouper en une centrale syndicale influencée d'une manière prédominante par le communisme.

II

Cette tactique, dans le domaine syndical, en contradiction absolue avec les décisions du V^e Congrès de l'I. S. R., montre le divorce qui existe entre la lettre et les applications des décisions du Congrès.

Non moins honteuse est la tactique de la Fédération Catalano-Baléare qui décide de participer aux élections convoquées par Berenguer en prenant pour prétexte l'amnistie accordée aux prisonniers politiques et donnant, comme principal argument, que nous n'avons rien à voir avec « elle », le mot « elle » voulant désigner la bourgeoisie.

Sans une analyse juste des situations concrètes selon la méthode marxiste, il n'est pas possible d'élaborer une tactique sage. La direction du Parti espagnol, suivant l'exemple de l'I. C. a remplacé l'analyse marxiste par la répétition routinière de quelques formules générales appliquées tantôt à droite, tantôt à gauche. L'absence d'analyse, et en conséquence, d'une tactique juste, est la cause principale de la résistance des masses à entrer dans les organisations communistes.

III

Avec une négligence intolérable, de même qu'on a abandonné totalement l'obligation de doter la base du Parti d'une éducation politique communiste — suivant en cela la tradition social-démocrate — on ne se soucie nullement maintenant de l'impulsion des masses communistes, des soldats du rang, pour aller à la formation d'un vrai Parti en Espagne.

Heureusement, on commence à noter des signes certains de la volonté de sortir de ce honteux état de choses. Mêlées à la plus dégoûtante charlatanerie, on entend, de temps à autre, des voix sensées qui, sous une forme plus ou moins vague, posent le problème de mettre le communisme espagnol à la hauteur de la situation présente, et reconnaissent que la nécessité d'une réforme radicale dans les méthodes suivies, la nécessité de créer un Parti communiste qui soit, de fait, et dans l'action, l'avant-garde du prolétariat, et non seulement décoré de ce titre, se croyant de droit divin ou bureaucratique, est la tâche pressante du moment actuel.

IV

L'Internationale Communiste, fidèle aux normes suivies, ne se lasse pas d'approuver et d'encourager les zigzags. C'est naturel. Quelles indications peuvent donner, en réalité, des hommes qui ignorent tout de la situation espagnole? Quelle indication peut donner un Manouïlsky, chef de l'I. C. pour les pays latins, qui, en pleine année 1930, affirme tranquillement « *que les événements d'Espagne ont moins d'importance qu'une grève économique dans un pays quelconque* », et qui, avec un manque de scrupules surprenant, déclare peu après, dans la *Pravda*, que le Parti communiste d'Espagne détient l'hégémonie dans le mouvement ouvrier?

Le règne du bureaucratisme, sans le moindre sens des responsabilités, prend chaque jour des proportions plus alarmantes dans l'I. C. Celle-ci ne fait qu'appuyer toutes les inepties commises par ses Manouïlsky. La bureaucratie substitue à toute autre chose la soumission inconditionnelle à la discipline formelle. Ce critère de sélection n'est pas le plus propre à former un Parti qui veut être l'avant-garde du prolétariat. Il met en position avantageuse l'homme indifférent à tout problème mais disposé à obéir aveuglément. A la bureaucratie, peu importe le degré de préparation des hommes ou des partis sur les problèmes qu'ils sont appelés à résoudre, c'est seulement l'approbation qu'elle veut.

Tout cela qui, pour les grands partis ou pour l'Internationale elle-même constitue des tares aussi graves qu'on peut l'imaginer mais cependant ne va pas plus loin que des maladies temporaires grâce à l'énorme vitalité de ces organismes, transforme les petits partis en productions artificielles, créées par décrets et pratiquement inexistantes.

V

Du jour où l'influence que le Parti communiste russe exerce sur l'Internationale s'est transformée en monopole, les avantages que cette influence comportait se sont traduits en inconvénients. Dans les conditions où l'Internationale fut fondée, il était naturel que le Parti bolchévique russe — qui l'avait édifiée et se trouvait dans des conditions infiniment plus favorables que tout autre — disposât en son sein d'une influence prépondérante, faisant profiter les jeunes Partis de son immense expérience révolutionnaire. Mais la dégénérescence bureaucratique du Parti, les déformations apportées aux principes et à la tactique de Marx et de Lénine, devaient fatalement se répercuter d'une manière funeste dans l'Internationale, jusqu'au point où on la voit aujourd'hui n'ayant plus d'autre rôle essentiel que d'être l'écho du parti gouvernemental russe. Par suite, l'hégémonie du Parti bolchévique dans l'Internationale, bienfaisante au début, s'est convertie maintenant en un puissant obstacle au développement des autres partis.

VI

Mais l'Internationale ne peut être le monopole d'une fraction qui s'appuie sur la bureaucratie puisqu'elle doit être le parti de la révolution mondiale du prolétariat. Sa politique doit être celle qu'élaborent les communistes et non une fraction « infaillible ». Tout communiste a le devoir de lutter pour le rétablissement de la démocratie dans les sections de l'Internationale, pour la réintégration au travail dans les diverses organisations communistes de son secteur le plus conscient : l'opposition communiste de gauche. Parce que l'opposition ne prétend pas créer une force opposée à l'Internationale, mais lutter coûte que coûte pour le rétablissement des principes qui la définissent à sa constitution.

VII

Dans le cas particulier de l'Espagne où, pratiquement, le parti n'existe pas, il est absolument indispensable de créer un parti sur le principe du centralisme démocratique, reconnu mais non pratiqué par l'Internationale. Pour atteindre ce but, il faut prendre comme point de départ une Conférence nationale où seront représentés tous les groupes et toutes les fractions du communisme espagnol.

Le régime plébiscitaire actuellement en vigueur doit être remplacé par une vraie démocratie dans le Parti. Cette conférence aura la charge de déterminer les moyens les mieux appropriés à la réorganisation du Parti en Espagne, réorganisation qui doit être entreprise au moyen de congrès régionaux de réorganisation et après une ample discussion dans les cellules de la base sur tous les problèmes nationaux et internationaux qu'un parti communiste doit résoudre.

La Conférence nationale devra désigner dans son sein, sur la base d'une règle rigoureusement démocratique, une Commission provisoire qui dirigera le Parti durant la période de réorganisation en même temps qu'elle procédera au travail de réorganisation. Réorganisant le Parti à la base, elle instituera l'unité communiste dans toutes les organisations, rappelant au travail les éléments exclus pour questions de tendance ou par simple caprice depuis 1925; elle procédera sans perdre de temps à la convocation d'un Congrès national du Parti communiste d'Espagne, qui, sur la base du travail déjà fait dans les organisations de la base, élaborera un programme d'action politique immédiate en même temps qu'un programme général pour le Parti. A cet effet, des projets de thèses (politiques, syndicales, paysannes, nationales, d'organisation, etc...) devront être préparés par la Commission, désignée par la Conférence nationale et envoyés aux organisations de la base pour étude et discussion.

VIII

Parmi les différents groupes qui se réclament du communisme en Espagne, il convient de signaler d'abord, parce qu'ils sont les plus importants du point de vue numérique, les deux suivants : celui qui tourne autour de la direction du Parti et celui qui est représenté par la Fédération Catalano-Baléare. Jusqu'à ces temps derniers, il n'y a pas eu de différences fondamentales de caractère doctrinal, ni tout au moins de tactique entre ces deux fractions. L'opposition de la Fédération Catalano-Baléare a eu, dès son origine, un caractère ambigu qui paraissait n'avoir pour seul objectif que la conquête de la direction. La Fédération a proclamé, de nombreuses fois, son accord avec la politique de l'Internationale tandis qu'elle prenait une attitude hostile à l'égard de l'Opposition communiste de gauche.

La caractéristique essentielle de la Fédération Catalano-Baléare était la crainte de se prononcer d'une manière précise sur les questions les plus importantes, ce qui a eu pour résultat de la mettre toujours à la remorque des événements. Dans le domaine syndical, par exemple, la *Batalla* défendit au début le principe de la tactique scissionniste consacrée par la Conférence de Séville. Mais elle dut avoir bientôt quelque raison profonde pour changer de point de vue, car elle changea complètement.

IX

La Fédération Catalano-Baléare groupe à elle seule beaucoup plus de membres que la fraction communiste officielle. D'autre part, elle travaille d'accord dans beaucoup de questions avec la Fédération communiste du Douro (organisation de création récente et numériquement faible) et possède un groupe à Madrid. Ces groupes, bien qu'ils condamnent tous l'opposition de gauche, sont amenés à des idées franchement oppositionnelles, peut-être sous les attaques que dirige contre eux la fraction officielle. Le devoir de l'Opposition de gauche consiste donc à donner une expression doctrinale aux divergences exprimées et à s'efforcer, par une propagande tenace, de convaincre les militants que la crise du communisme espagnol n'est rien d'autre qu'un aspect particulier, ou une conséquence naturelle de la fausse politique de l'Internationale Communiste, et que c'est seulement en se ralliant aux principes et à la tactique de l'Opposition de gauche que cette crise pourra être surmontée.

X

La possibilité d'arriver, par un accord circonstanciel, à la formation d'un front unique avec le communisme Catalano-Baléare ou tout autre groupe dissident pour la réunion d'une Conférence nationale du Parti contre la scission syndicale ou pour le rétablissement de la démocratie dans le Parti, ne doit pas être

écartée. Mais dans tous ces accords, s'ils se réalisent, l'Opposition de gauche ne renoncera pas à sa liberté d'action aussi longtemps qu'elle n'aura pas atteint ses objectifs. Le front unique doit se faire sur des questions concrètes et se réaliser immédiatement. L'Opposition de gauche ne sera pas un obstacle mais au contraire ne marchandera pas les sacrifices pour tout ce qui tendra à la réorganisation du communisme en Espagne. Mais, consciente de sa tâche historique, elle est fermement résolue à ne pas abandonner ses principes contre certaines promesses momentanées.

Nous profitons de cette occasion pour dire que l'Opposition de gauche considère comme une erreur absolue que le Congrès national soit convoquée sur la base des « Fédérations reconstituées » comme le désire la Fédération Catalano-Baléare. Selon cette proposition, le Congrès national ne pourrait être rien de plus qu'une réunion de bureaucrates, une mascarade anti-démocratique, où les deux groupes les plus importants se disputeraient, sans contrôle de la base, la direction du Parti. La Fédération, étant le groupe numériquement le plus fort, triompherait pleinement et il s'ensuivrait une désorganisation du Parti. Les groupes, de création postérieure à 1925, et, parmi eux, l'Opposition de gauche, resteraient exclus du Congrès. La Conférence nationale du communisme doit être autre chose qu'une manœuvre pour s'emparer du commandement

XI

L'Opposition de gauche luttera pour la réorganisation du Parti communiste d'Espagne sans renoncer d'une façon aussi minime soit-elle à la lutte pour le retour à une politique communiste générale juste. La réintégration des oppositionnels dans l'Internationale présuppose une révision de sa ligne politique. En d'autres termes : l'Opposition de gauche luttera dans l'Internationale pour modifier la politique des dernières années, pour reviser les erreurs commises, pour un retour à la politique traditionnelle du bolchévisme et à l'esprit des quatre premiers congrès mondiaux.

XII

Il est impossible d'éluder l'examen des problèmes de l'Internationale et de leurs effets dans le Parti communiste d'Espagne. Malgré toutes les justes critiques que nous avons adressées à la social-démocratie espagnole, on ne donne pas aujourd'hui, à la base du Parti, l'éducation la plus élémentaire sur les problèmes internationaux. Quand ils surgissent, on ne les discute pas parce que, selon les fonctionnaires du Parti, « la base manque de la capacité nécessaire pour traiter de tels problèmes ». Cependant on ne fait rien pour élever le niveau de la base.

L'Internationale est un parti mondial dont aucune section nationale ne peut se désintéresser des problèmes intéressant les autres sections sans de graves dommages pour l'ensemble de l'or-

ganisation. Une série de sections qui s'ignorent mutuellement, sans liens étroits, qui ne font qu'approuver les décisions d'un organisme aussi centralisé que l'Internationale, ne peuvent, à leur tour, exercer la moindre influence sur cet organisme à cause de leur ignorance. Ne s'efforçant pas d'intervenir dans les questions internationales, le Parti se condamne à l'étroitesse la plus lamentable qui le prive, par avance, de la possibilité de réaliser une tâche sérieuse quelconque. D'autre part, le Parti ne pourra élever son niveau que dans la mesure où il saura intéresser la masse du Parti à ces questions au lieu de les réserver à un petit cercle de bureaucrates se considérant à tous moments et en toutes circonstances comme les plénipotentiaires du prolétariat. Dans le Parti communiste espagnol, il n'y a pas de cadres de militants, pas de propagandistes, pas d'éducation communiste, parce qu'une bureaucratie irresponsable a complètement abandonné l'enseignement sérieux et sensé de nos idées.

XIII

Ces thèses sur l'organisation ont aujourd'hui une actualité que les événements peuvent modifier sur beaucoup de points. Mais il y a lieu de tenir compte que ce sont des thèses d'une fraction *circonstancielle* et par là circonstancielle elles-mêmes. Notre fraction n'aspire qu'à se supprimer elle-même, aussitôt atteint son objectif : modification du cours politique de l'Internationale de ces dernières années et création en Espagne d'un Parti qui soit à la hauteur de sa mission historique.

Destinées à constituer une partie de la plate-forme de l'Opposition de gauche, ces thèses sont limitées au problème de l'organisation. Leur complément se trouvera dans les autres thèses politiques, syndicales, etc., et, ensemble, elles constitueront la plate-forme de l'Opposition communiste d'Espagne.

2. Sur la question nationale

I

La nation dans sa forme la plus achevée et la plus définie, est un produit de la société capitaliste. Les pays qui ne sont pas encore entrés dans la phase de développement capitaliste ne peuvent pas être considérés comme des nations dans le véritable sens du mot. Les progrès du capitalisme dans un pays engendrent la nécessité d'un Etat approprié. La forme « typique, normale pour l'ensemble du monde civilisé, est l'Etat national » (Lénine) et non l'Etat multinational. « Les facteurs économiques les plus profonds poussent vers celui-ci. » Les mouvements d'émancipation nationale expriment cette tendance de la bourgeoisie.

II

La lutte des nationalités pour leur libération a été synonyme en tous points de la lutte contre le féodalisme. La création des grands Etats a coïncidé avec le développement capitaliste, et, en ce sens, a constitué un fait historiquement progressif.

Dans les grandes « prisons de peuples » qu'ont été les empires russe et austro-hongrois disparus, l'unité était au contraire un fait réactionnaire : dans ces cas, la création de l'Etat précéda le développement du capitalisme, et l'unité réalisée fut une unité absolutiste et despotique, caractérisée par une oppression nationale inouïe. L'Espagne s'est trouvée dans un cas semblable. Si au lieu d'être un pays surtout agricole, économiquement arriéré, l'Espagne avait été un pays de grand développement industriel, le capitalisme aurait fondu en une solide unité les différents peuples de la péninsule. L'unité espagnole a eu comme base l'hégémonie des grands propriétaires fonciers et de l'Eglise, l'asservissement de la partie la plus vitale, la plus progressive du pays à la partie la plus arriérée, hégémonie et domination qui ont trouvé leur expression dans le « despotisme asiatique » — pour employer l'expression de Marx — de la monarchie des Bourbons. Cette unité artificielle et despotique ne pouvait plus se maintenir que grâce à une irritante inégalité nationale, qui peut être comparée à l'inégalité de caste qui existait au moyen âge entre le seigneur et le serf.

III

Le mouvement d'émancipation nationale en Espagne a surgi avec une énergie particulière en Catalogne et en Biscaye, c'est-à-dire dans les deux centres industriels les plus importants de la péninsule, exprimant ainsi la tendance naturelle de toute bourgeoisie à constituer un Etat, et la lutte des peuples économiquement les plus avancés contre le centralisme absorbant, réactionnaire, de l'Espagne monarchique et semi-féodale.

IV

La lutte pour l'émancipation nationale est un des aspects de la révolution démocratique, et par conséquent, est intimement liée à la lutte des classes. Concrètement, la lutte pour l'émancipation nationale n'est rien d'autre qu'une des formes de la lutte entre la bourgeoisie et le féodalisme. En elle se retrouvent toutes les caractéristiques du mouvement démocratique en général. Dans cette lutte la bourgeoisie, à tous les moments décisifs, incline à la capitulation, aux concessions à l'ennemi (qu'on se rappelle toute la politique de la bourgeoisie catalane dirigée par Cambo), tandis que la petite bourgeoisie tient aux solutions radicales (Macia et « l'Action catalane »), se montrant d'ailleurs incapable d'aller pratiquement jusqu'au bout.

V

L'émancipation nationale ne peut plus être l'œuvre que des grandes masses populaires. C'est sur elles que s'est appuyée la bourgeoisie au cours du dix-neuvième siècle. Aujourd'hui, cela n'est plus possible parce qu'il a surgi une force nouvelle, le prolétariat, dont la fonction dans la vie économique l'oppose à la bourgeoisie et le pousse à exercer l'hégémonie dans tous les grands mouvements populaires. C'est pour cela que la bourgeoisie, dans tous les moments décisifs, cède et trahit le mouvement.

VI

L'émancipation nationale est une des revendications de la démocratie, et, pour cette raison, le prolétariat ne peut s'en désintéresser, adopter une attitude d'opposition qui s'abrite derrière un internationalisme abstrait, et devient en pratique un soutien de la politique de centralisme réactionnaire d'oppression de certaines nationalités par d'autres. « S'imaginer que la révolution sociale est possible, disait Lénine, sans le soulèvement des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvements des masses prolétariennes et semi-prolétariennes peu conscientes contre les propriétaires fonciers, contre le joug clérical, monarchique, national, etc... penser ainsi signifie renoncer à la révolution sociale... Celui qui espère une révolution socialiste « pure » ne la verra pas, et est un révolutionnaire en phrases qui ne comprend pas la révolution véritable. »

Le prolétariat révolutionnaire doit donc se prononcer d'une manière claire et catégorique en ce qui concerne la question des nationalités, comme il le fait pour ce qui concerne tous les aspects de la révolution démocratique.

VII

Les communistes se prononcent inconditionnellement et nettement pour tout objectif démocratique, lutte contre l'oppression, mouvement d'émancipation nationale, donc « sont les ennemis les plus « décidés et les plus éloquents de toute oppression » (Lénine). Mais ils évitent par tous les moyens de s'identifier avec le nationalisme de la bourgeoisie de la nation opprimée qui cherche à subordonner les intérêts de la classe prolétarienne au principe national, et avec le nationalisme des classes exploiteuses de la nation dominante, qui, utilisant les sentiments légitimes de solidarité supranationale des ouvriers, veut en faire les complices de sa politique d'oppression nationale.

C'est pour cela que la position de la *Fédération communiste catalano-baléare*, qui dans ses thèses sur la question nationale et dans sa récente lettre ouverte à l'I. C., affirme que le prolétariat révolutionnaire doit « faire sien » le mouvement nationaliste,

« intégrer le parti communiste dans ce mouvement », est aussi fausse que celle de la *Confédération Nationale du Travail* qui, dans sa dernière conférence, au moment de la tension du conflit entre l'éphémère République catalane et le pouvoir central, se déclarait disposée à lutter contre l'indépendance de la Catalogne par tous les moyens, y compris la rébellion armée.

VIII

Le principe que les communistes espagnols doivent défendre avec toute leur énergie, c'est la reconnaissance du droit indiscutable des nationalités à disposer librement de leur sort, sans exclure le droit à la séparation, si telle est la volonté de la majorité de la population. Aucun démocrate — et il n'y a pas de partisans plus sincères de la véritable démocratie que les communistes — ne peut se prononcer contre ce principe. Mais une chose est de défendre ce droit, et une autre est la chose en soi. Comme le disait Lénine, « la reconnaissance du droit à la séparation n'exclut pas l'agitation contre la séparation ». La proclamation du droit des peuples à disposer librement de leur sort signifie que les communistes sont contre toute oppression injuste.

En tout cas, la propagande contre la séparation ne peut pas venir des communistes de la nation qui opprime, mais de ceux de la nation opprimée, qui luttent contre le chauvinisme local et mettent en relief les intérêts communs des ouvriers de toutes les nationalités. C'est seulement ainsi que s'établira un véritable trait d'union entre tous les travailleurs.

IX

Dans le cas concret de l'Espagne, les communistes soutiendront le droit de la Catalogne et de la Biscaye à se donner la constitution politique qui leur convient, et lutteront contre toute tentative du gouvernement provisoire de la République de continuer les traditions de centralisme despotique de la monarchie. Telle est, principalement, la mission du prolétariat hors de la Catalogne et de la Biscaye.

Les communistes des nations opprimées dénonceront l'inconséquence de la petite bourgeoisie radicale, combattront le chauvinisme local et au moyen d'une propagande active et patiente, démontreront que la bourgeoisie est incapable de résoudre le problème des nationalités.

X

La bourgeoisie espagnole, par sa faiblesse, par les liens qui l'unissent économiquement aux forces féodales du pays, par ses contradictions internes, est incapable de fondre les différents peuples dans la puissante unité politique que les intérêts du développement économique de la péninsule exigent. Cette unité ne peut

plus être réalisée que par une classe historiquement progressive, essentiellement libératrice, unité qui, par-dessus les différences nationales, a un intérêt commun : le prolétariat. Seule la victoire de cette classe garantira l'évolution des peuples, la reconnaissance indiscutable de leurs droits, la fin de toute oppression, et l'instauration d'une Union de Républiques libres.

3. Sur la question syndicale

I

Le parti communiste d'Espagne, qui est la section la plus faible de l'Internationale au point de vue de la capacité théorique, a toujours été impuissant, politiquement et organiquement, dans sa lutte pour influencer le mouvement ouvrier espagnol. Le social-réformisme et l'anarcho-syndicalisme, quoique marquant d'un programme théorique révolutionnaire concret, et supportant le poids de ses trahisons pour le premier, et de ses erreurs pour le second, ont pu maintenir leur domination prépondérante sur les travailleurs espagnols. Cela signifie que les deux secteurs du mouvement ouvrier espagnol, bien que privés de doctrine, conservent leur autorité, fondée sur la tromperie pour les premiers, et dépendant de leur histoire révolutionnaire passée, pour les seconds.

Toutefois, il y eut une époque où le P. C. d'Espagne eut une influence élargie parmi certaines couches ouvrières. C'est une époque importante dans l'histoire du communisme espagnol, la seule qui soit importante et digne d'être mentionnée. Pendant cette période, en 1924-25, eut lieu la campagne pour l'unité syndicale. On comprend que les ouvriers espagnols aient défendu avec enthousiasme les mots d'ordre simples pour l'unité syndicale. Manquant d'éducation doctrinale qui lui permit d'aborder les problèmes politiques d'une grande complexité, le communisme espagnol a cependant été très actif lorsque les mots d'ordre étaient simples et compréhensibles.

II

L'histoire enseigne qu'il est nécessaire que l'avant-garde du prolétariat soit bien orientée et développe une grande et enthousiaste activité pour que, automatiquement, la classe ouvrière suive dans la lutte les directives de cette avant-garde — le parti communiste — qui stimule et règle par son action, toutes les manifestations des masses. Cette thèse absolument marxiste-léniniste, se voit largement confirmée par les succès obtenus par le P. C. espagnol lorsque sa tactique syndicale était juste et défendue avec enthousiasme par le parti tout entier.

III

Une des conditions indispensables pour que les mots d'ordre syndicaux du P. C. soient acceptés par la base, c'est qu'ils doivent être un produit de la réflexion et de l'examen du parti tout entier, et que leur application doit être comprise et réalisée par tous. Alors se pose le problème, qu'on ne peut éluder, de la conquête des masses par la persuasion, qui est la seule méthode juste pour arracher les masses ouvrières à l'influence néfaste de la social-démocratie et de l'anarcho-syndicalisme. Cette tâche importante, indispensable, doit être réalisée au sein même des groupements ouvriers, par la confrontation de notre tactique juste avec la tactique fausse que les éléments dirigeants exercent dans les diverses organisations. Lorsque se produit le heurt d'une tactique contre l'autre, les masses, s'éduquant dans la discussion, séparent ce qui est bon de ce qui est mauvais, et se rangent du meilleur côté.

IV

La tactique du P. C. espagnol a été juste et sage à l'époque mentionnée. Mais depuis que s'est produit le brusque changement opéré ces dernières années dans la politique générale de l'I. C., des répercussions considérables sur le travail pour l'unité syndicale que réalisait le P. C. espagnol se sont fait sentir. La tactique d'unité se transforma, presque sans transition, en une tactique de scission syndicale. Les circonstances, qui exigeaient la prompte réalisation de l'unité syndicale n'ont pas changé, bien que les conditions dans lesquelles l'unité syndicale peut et doit se réaliser se soient un peu modifiées. Aujourd'hui, comme avant, l'unité syndicale est nécessaire, indispensable, et sa réalisation doit être soumise à une règle ou condition : que tous les travailleurs qui acceptent l'unité, reconnaissent la nécessité de la lutte de classes et que sur cette base toutes les opinions et les idées politiques soient respectées.

V

On ne peut nier l'existence de deux organisations centrales syndicales espagnoles, l'Union Générale du Travail (U.G.T.) et la Confédération Nationale des Travailleurs : elles préconisent des méthodes tactiques différentes, bien qu'elles coïncident pratiquement en maints aspects de leur activité respective. Il n'y a pas de doute, toutefois, que l'U. G. T. réalise une œuvre de compromis et de collaboration de classe, qu'à chaque instant elle s'incorpore plus étroitement à l'appareil de l'Etat capitaliste. L'U. G. T. est aujourd'hui une organisation ouvrière-gouvernementale, dans laquelle le bureaucratisme petit-bourgeois se retranche pour réaliser son plan d'asservissement complet au capitalisme. L'activité des communistes et des éléments révolutionnaires est aujourd'hui rendue impossible par suite des mesures d'organisation prises par les dirigeants de cette organisation.

La C. N. T., dirigée par les anarcho-syndicalistes qui souffrent d'une désorganisation politique chronique, est malgré tout une organisation révolutionnaire, de tradition glorieuse, la plus forte des deux centrales espagnoles au point de vue numérique. Bien qu'il n'y ait guère de démocratie intérieure, la C. N. T. est plus tolérante que l'U. G. T. vis-à-vis des éléments qui divergent idéologiquement d'avec sa direction. La C. N. T. d'Espagne est l'organisation qui peut servir de base à la réorganisation de l'Unité syndicale.

VI

Toute intention de créer une autre organisation syndicale, constitue manifestement un acte criminel de division syndicale, en contradiction évidente avec la véritable tactique syndicale communiste. C'est pour cela qu'il faut condamner absolument la réunion de la Conférence de Séville, de même que l'attitude vacillante adoptée au début par *La Batalla*. La Conférence de Séville aurait été une réussite, si elle avait été convoquée avant que la réorganisation de la C. N. T. ait été entreprise par les éléments anarcho-syndicalistes, au mois de février 1930. Mais sa convocation au mois de juin, alors que la C. N. T. groupait près de 300.000 membres, ne peut être qualifiée que d'acte de scission, indigne et anti-ouvrier. Les anarcho-syndicalistes, que personne n'avait mandaté pour s'emparer de la direction de la C. N. T. qu'ils avaient dissoute sous la dictature, et qui trouvent un large champ pour le développement de leur activité et de leur opposition, pourront persuader aux masses que le P. C. espagnol constitue un élément dangereux pour l'unité syndicale.

VII

L'unité syndicale, basée sur la fusion de l'U. G. T. et la C. N. T. est complètement impossible. Bien que nous ne considérons pas comme possible une opposition ouverte de la part de la C. N. T., cela ne se conçoit pas, maintenant qu'elle compte une grande majorité d'affiliés sur l'U. G. T. — on ne peut pas douter que les chefs de l'U. G. T., qui aujourd'hui excluent arbitrairement et par des méthodes dictatoriales tous les éléments qui combattent leur politique collaborationniste, s'efforceront de rendre impossible l'unité qui les détrônerait.

On peut et on doit réaliser l'unité syndicale du prolétariat révolutionnaire espagnol, qui doit prendre pour base la C. N. T. Les communistes espagnols doivent défendre cette formule unitaire, la seule juste et réalisable, mais en faisant très attention de défendre la démocratie syndicale, qui permet la libre exposition de toutes les opinions, sans que celle-ci signifie — loin de là — la destruction de la discipline syndicale indispensable.

VIII

Une condition indispensable à la réalisation de l'Unité syndicale, c'est que tous les communistes et éléments révolutionnaires qui militent dans les syndicats autonomes, luttent pour incorporer à la C. N. T. les organisations respectives dans lesquelles ils militent actuellement. Les ouvriers communistes et révolutionnaires militant dans l'U. G. T. doivent lutter pour l'unité dans les organisations de base, surtout dans les conseils d'usine, pour imposer aux chefs l'unité du front ouvrier contre les chefs réformistes même s'ils sont toujours contre l'unité syndicale. Il faut dissoudre le Comité de reconstruction de Séville. Le poste de combat des communistes, au point de vue syndical c'est la C. N. T. Les organisations de base de la C. N. T. doivent entreprendre l'étude de tous les problèmes qui sont aujourd'hui posés au prolétariat espagnol, nationaux comme internationaux et, à la lumière d'une discussion démocratique, ample et disciplinée, fixer sa position révolutionnaire.

Les anarchistes ont parfaitement le droit de se grouper en organisations d'affinité, luttant pour faire triompher leurs idées sur le terrain syndical, sans que cela suppose aucune imposition d'aucune sorte, ni l'insoumission aux décisions de la majorité de l'organisation confédérale. Et ce droit que possèdent les anarchistes, toutes les tendances du mouvement ouvrier espagnol doivent l'avoir pareillement.

IX

A part la constitution des groupes communistes qui doivent lutter à l'intérieur des organisations syndicales pour inspirer et orienter toute leur activité dans le sens marxiste, le P. C. Espagnol a une grande mission à remplir en organisant en un mouvement de minorité révolutionnaire tous les éléments qui, sans être des communistes militants, sympathisent avec notre tactique syndicale. Parallèlement aux organisations syndicales, depuis la base jusqu'aux organismes de direction, se créeront les groupes syndicaux révolutionnaires espagnols. Aussi bien dans l'U. G. T. que dans la C. N. T., les militants du mouvement minoritaire, usant d'une tactique syndicale révolutionnaire uniforme, lutteront pour imprimer au syndicalisme espagnol une orientation révolutionnaire de lutte de classes. Et même si l'unité syndicale se réalise, le mouvement syndical révolutionnaire tendra toujours à lutter pour gagner dans toutes les questions la direction et l'orientation des organisations syndicales. Quand l'unité syndicale sera un fait, quand le mouvement minoritaire aura atteint son but unitaire, quand la majorité des organisations syndicales sera devenue une partie de la fraction révolutionnaire, même alors, il y sera toujours nécessaire que les éléments révolutionnaires agissent organiquement d'une façon ordonnée et disciplinée pour repousser, en persuadant les masses, les éléments opportunistes et aventuristes.

X

Une des questions les plus brûlantes pour les communistes espagnols militant dans les syndicats est la constitution des conseils d'usine, d'atelier, etc... question qui n'a pas encore été abordée par les éléments du P. C. officiel, mais qu'il faut aborder d'une façon globale et profonde, surtout dans le moment actuel où le Conseil d'usine doit remplir une tâche révolutionnaire si importante.

L'opposition communiste espagnole met en avant pour les communistes espagnols et les ouvriers en général le mot d'ordre de la constitution immédiate des conseils d'usine.

XI

Le front unique des organisations ouvrières sur le terrain syndical est un besoin urgent dans le moment présent, pour les revendications immédiates de la classe ouvrière, pour la lutte contre le chômage, pour l'augmentation des salaires, etc...; les communistes ont le devoir de lutter sans cesse pour réaliser le front unique des ouvriers à la base, si les chefs s'opposent à sa réalisation.

XII

Le P. C. d'Espagne doit monter l'engrenage syndical de la façon suivante : dans chaque section syndicale, un groupe minoritaire qui lutte pour orienter, diriger et conquérir la majorité des syndicats; dans chaque groupe syndical minoritaire, une fraction communiste, composée des communistes adhérents à la section syndicale, fraction qui est l'avant-garde et le guide du mouvement minoritaire, comme elle doit être celui de la section syndicale.

Le mouvement minoritaire s'organise, partant de la base (la section syndicale) en suivant tous les degrés existants de l'organisation syndicale (syndicats, fédération d'industrie, centrale syndicale) pour grouper les divers éléments des différentes centrales syndicales qui peuvent exister, en un seul et homogène mouvement syndical minoritaire espagnol.

Le P. C. espagnol doit veiller attentivement à démontrer pratiquement aux masses qu'il n'essaie pas de créer une nouvelle centrale, mais de grouper tous les éléments qui ont la même appréciation et donnent tous les solutions que, d'un point de vue révolutionnaire, on doit donner aux problèmes syndicaux, et qu'il poursuit comme un de ses buts les plus immédiats les réalisations syndicales des travailleurs révolutionnaires.

L'Opposition de gauche espagnole combattra énergiquement les déviations scissionnistes du parti communiste espagnol sur le terrain syndical aussi bien que sur le terrain politique, repoussant entièrement des actes comme celui de la Conférence de Séville et autres analogues.

Au sujet de la déclaration du « Bloc ouvrier et paysan catalan »

Nous avons reçu du camarade Trotsky la lettre que nous publions ci-dessous. C'est une critique du document que nous avons publié dans notre précédent numéro (n° 30) sous le titre « le Bloc ouvrier et paysan devant les événements actuels ». Nous disions à son sujet « qu'un certain nombre de points de vue restent contestables. La position de la Fédération est équivoque dans la question nationale, elle est insuffisante dans son programme ouvrier, et enfin, elle reste muette sur la ligne adoptée par la direction officielle ». D'ailleurs, comme nous le disions, la Fédération catalane « reste, sur l'ensemble des questions internationales, d'accord avec le C. E. de l'I. C. »

La critique du camarade Trotsky apporte toute la clarté indispensable.

Chers camarades,

J'ai pris connaissance pour la première fois dans *La Lutte de Classes* de la déclaration du soi-disant « Bloc Ouvrier et Paysan », sous le nom duquel agit la Fédération Catalane. J'admets que le document est traduit dans *La Lutte de Classes* d'une façon complète et juste. Le document tout entier, depuis le début jusqu'à la fin, produit une impression pénible. Tout ce que j'ai écrit dans mon dernier travail : « La révolution espagnole et les dangers qui la menacent » contre la politique officielle de l'I. C. dans la question espagnole, s'applique entièrement à la Fédération Catalane. Bien plus, cette dernière fait des erreurs auxquelles la direction de l'I. C. a déjà renoncé, tout au moins en paroles.

1. Le document est lancé par le « Bloc Ouvrier et Paysan ». Qu'est-ce ? Un pseudonyme de la Fédération Catalane ? Le Bloc, c'est-à-dire l'union des ouvriers et des paysans est une tâche politique gigantesque que l'avant-garde prolétarienne doit accomplir. Cette tâche doit être inscrite dans sa plate-forme. A la place de cela, le « Bloc Ouvrier et Paysan » devient le nom de l'organisation révolutionnaire. Cela n'est rien d'autre qu'une nouvelle édition du parti ouvrier et paysan. Cependant, même le VI^e Congrès de l'I. C. renonça à cette idée réactionnaire, sous la critique de l'opposition de gauche.

2. Dans tous les documents on ne prononce pas une seule fois le mot communisme. Quiconque cache son communisme devant les masses, cesse d'être communiste.

3. On parle de la Révolution démocratique, de la République démocratique, de la Révolution populaire, sans la moindre tentative d'une analyse de classe. Le gouvernement est accusé d'indécision, d'oscillation, etc... Mais il n'est dit nulle part que c'est un gouvernement de la bourgeoisie, ennemi du peuple. La critique du gouvernement de Zamora coïncide entièrement avec

la critique des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires à l'adresse du gouvernement du prince Lvov-Kerensky. Au sujet du gouvernement de Macia on ne dit rien.

4. Le document parle d'une « construction rationnelle de la Société », sans expliquer ce que cela veut dire. C'est le langage des « vrais » socialistes d'avant 1848. Ensuite il est dit : « La République doit signifier une nouvelle organisation sociale ». Laquelle ? S'agit-il d'un régime bourgeois ou d'un régime socialiste ? La déclaration joue à cache-cache avec le capitalisme et avec le socialisme.

5. Le fait d'avoir donné à Alphonse la possibilité de se rendre à l'étranger est présenté comme une « première profonde erreur du gouvernement provisoire ». Erreur ? c'est-à-dire que Zamora n'est pas suffisamment « conscient » dans sa politique révolutionnaire ? C'est ainsi que les mencheviks russes posaient la question. Appeler « erreur », ce qui chez la bourgeoisie est un calcul contre-révolutionnaire conscient signifie blanchir la bourgeoisie et la couvrir devant les masses.

6. « La république ne doit pas être une conquête pour la bourgeoisie, mais aussi pour les ouvriers ». Que signifie cette phrase douceuse, vulgairement démocratique et profondément fausse ? Où et quand a-t-il existé une république qui satisfasse en même temps les intérêts de la bourgeoisie et ceux des ouvriers ? De la bourgeoisie républicaine nous pouvons et devons exiger des droits démocratiques et des réformes sociales, en démasquant sans cesse la république bourgeoise, même archi-démocratique, comme une machine dont la bourgeoisie se sert pour pressurer la sueur et le sang des ouvriers et des paysans.

7. La référence à la république de 1873 est accompagnée de cette morale incroyable : « Ainsi se créa une division complète entre le pouvoir et le peuple ». L'abstraction du peuple se sépare de l'abstraction du pouvoir. Peut-être la bourgeoisie s'est-elle séparée du peuple *travailleur* ? Il faut se référer à l'exemple de 1873 non pas pour insister auprès de la bourgeoisie pour qu'elle devienne plus douce, meilleure, généreuse, caressante, mais pour apprendre aux masses à ne pas croire un seul instant à la plus « généreuse », à la plus « douce », à la plus « caressante » bourgeoisie. Voilà comment les marxistes posent la question.

8. La plate-forme appelle les « masses ouvrières à s'organiser dans tous les pays sur la base de juntes révolutionnaires ». Dans quel but ? Aucun programme n'est indiqué. Non seulement il n'est pas indiqué que des juntes de cette sorte devront assurer le passage révolutionnaire du pouvoir entre les mains des ouvriers et des paysans pauvres, mais on ne met pas en avant un programme de revendications transitoires : journée de travail de 7 heures, contrôle de la production, organisation par les juntes révolutionnaires des ouvriers et des soldats pour le soulèvement agraire. On ne mentionne pas d'un seul mot que launte est une organisation du prolétariat et des masses exploitées *contre* la classe qui est au pouvoir, c'est-à-dire *contre la bourgeoisie*. Launte est prise en tant « qu'organisation révolutionnaire » dans l'esprit de la tradition petite-bourgeoise espagnole.

9. En parlant de l'importance du soulèvement agraire, la déclaration se réfère aux révolutions française et russe. Pas un mot sur l'expérience de la révolution chinoise, qui vient seulement, sous nos yeux, d'être étranglée par la direction de l'I. C. L'I. C. a-t-elle « solutionné » d'une façon juste la question agraire en Chine ? Pas un mot là-dessus. Le communiste qui n'a pas profité des

leçons de la révolution chinoise n'a pas le droit de s'adresser aux masses pour leur faire la leçon et leur lancer des appels, surtout dans un pays révolutionnaire.

10. La déclaration dit : « nous sommes partisans d'un Etat pour chaque nation ». Qu'est-ce que cela signifie pour l'Espagne ? De quelle nation s'agit-il ? L'organisation étatique pan-espagnole est définie comme suit : « l'Union des républiques d'Ibérie ». Qu'est-ce que cela signifie ? S'il s'agit d'une fédération il faudrait mieux le dire.

11. « La défense de la révolution doit être la loi suprême ». Défense contre qui ? La bourgeoisie au pouvoir défend « sa » révolution contre le prolétariat. Quiconque cache ce fait par des phrases creuses sur la défense en général de la révolution en général contre les ennemis en général, aide la bourgeoisie à étouffer le prolétariat sous le drapeau de la révolution.

12. Le « Bloc Ouvrier et Paysan », c'est-à-dire le parti ouvrier et paysan, promet à la fin de la déclaration « de lutter de toutes ses forces pour la réalisation totale de la révolution démocratique », c'est-à-dire de la république bourgeoise sur la base du parlementarisme démocratique ? Alors il faut le dire, mais dans ce cas il est nécessaire au moins de mettre en avant des revendications de *droits électoraux démocratiques*. Puisqu'avant que la république « rationnelle » et « l'organisation rationnelle de la société » se réalise sur la péninsule ibérique, il faut au moins que la république *bourgeoise* de Zamora donne à l'ouvrier et à l'ouvrière, au paysan et à la paysanne, le droit de vote.

13. Le nom du parti socialiste n'est pas mentionné dans la déclaration. On ne dit pas un mot sur les anarcho-syndicalistes. Le parti communiste officiel n'est pas mentionné. On dirait que le « Bloc Ouvrier et Paysan » s'apprête à agir dans le vide.

Telles sont les objections rapides que je crois nécessaire de faire sur la base du texte publié dans *La Lutte de Classes*. Il est possible que, depuis, la Fédération Catalane ait apporté à sa déclaration tel ou tel autre changement, correction ou amendement. Je suis prêt, bien entendu, à saluer chaque pas de la Fédération dans le sens du marxisme. Mais le document, tel qu'il est, représente un pur « Kuomintangisme », transporté sur le sol espagnol. Les idées et les méthodes contre lesquelles l'opposition a lutté implacablement quand il s'agissait de la politique chinoise de l'I. C., trouvent dans ce document leur expression la plus funeste. Pour autant que je sache, les dirigeants de la Fédération Catalane se délimitent systématiquement de l'opposition de gauche. Cela ne suffit pas : l'opposition de gauche doit se délimiter d'une façon claire et précise des idées et des méthodes qui sont exprimées par les dirigeants de la Fédération Catalane dans le document que nous venons d'analyser brièvement. Une position de départ fautive pendant une révolution se traduit inévitablement au cours des événements, par le langage de la défaite. L'opposition de gauche espagnole, si faible soit-elle, peut rendre des services énormes au prolétariat et à la révolution espagnole. Mais pour remplir cette mission, elle doit instaurer dans ses propres rangs un régime de *clarté, d'honnêteté et d'intransigeance*. C'est à cela que j'appelle nos amis espagnols.

Le 12 juin 1931.

L. TROTSKY.

Le deuxième congrès national de la Confédération National du Travail d'Espagne

ATMOSPHERE HOSTILE AU COMMUNISME

Le deuxième congrès national de la C. N. T., organisation syndicale dirigée par les anarcho-syndicalistes, a commencé ses travaux à Madrid, le 10 juin. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le congrès n'est pas encore terminé, mais on n'y débat plus que des questions de détail, à peu près sans importance. Nous pouvons donc déjà donner une impression, une étude de ce qu'a été le congrès.

Nous devons dire — et nous en sommes profondément affligés — que le deuxième congrès de la C. N. T. d'Espagne marque un nouveau pas vers un réformisme syndical genre Jouhaux, et que les dirigeants de l'organisme confédéral ont, pour réaliser plus facilement leurs plans, tramé une machination honteuse pour arriver à se défaire de la minorité communiste.

La C. N. T., organisation syndicale qui possède une glorieuse histoire révolutionnaire, compte aujourd'hui à peu près 400.000 membres. On ne peut pas dire — loin de là — que le plus grand nombre de ces membres approuvent fermement les mesures d'organisation adoptées par le congrès contre les communistes. Sans l'activité criminelle et scissionniste menée par la direction stalinienne du P. C. Espagnol et sa filiale appelée Comité de Reconstruction de Séville, les dirigeants anarcho-syndicalistes de la C.N.T. n'auraient pu justifier une mesure aussi arbitraire que l'exclusion des communistes du sein de la C. N. T. Mais les Pestana, Peiro, Alfarache et Cie ont su jouer avec grande habileté du fait de l'existence du Comité de Reconstruction pour attaquer le communisme.

Les délégués ouvriers qui assistaient au congrès sans aucune passion de tendance, se sont trouvés en présence d'une organisation puissante, de laquelle s'est exclue d'elle-même et d'une façon idiote, la minorité communiste. « La C. N. T. est reconstruite », ont dit les anarcho-syndicalistes. Mais ils ont dénoncé l'existence d'un Comité qui s'intitule de « Reconstruction », et le rôle scissionniste joué par ce Comité. L'assemblée, unanime, a ajouté foi aux affirmations des anarcho-syndicalistes, y compris les attaques dirigées contre les communistes en général, sans tenir compte de la différence énorme qui existe entre les « communistes » qui dirigent le P. C. officiel, et l'Opposition communiste espagnole, par exemple.

Les premiers communistes exclus ont été deux messieurs qui, après avoir contribué en première ligne à réaliser la division syndicale, ont eu le cynisme d'assister au congrès comme représentants d'organisations auxquelles ils n'appartenaient même pas. Ces deux messieurs sont : Hilario Arlandis et Manuel Adame; le premier était directeur de *La Batalla* quand ce journal était partisan de la conférence de Séville, et le second, secrétaire du Comité de Reconstruction. Le congrès les a, quasi-unaniment, expulsé de la salle des séances d'une façon violente.

Voilà où a conduit la tactique syndicale des bureaucrates de l'I. C. et de l'I. S. R. en Espagne.

Différents syndicats ont proposé au congrès que tous les militants qui ont figuré ou figurent sur une liste électorale d'un parti politique quelconque soient exclus de la C. N. T. Il n'est pas nécessaire de dire que cette proposition était destinée à combattre le communisme. La protestation d'une faible minorité communiste présente au Congrès — une vingtaine de délégués — ne servit à rien. L'atmosphère contre le communisme était faite. Quelques délégués proposèrent qu'avant même de discuter cette proposition on n'admette pas au congrès les quelques délégués communistes qui avaient figuré comme candidats communistes aux dernières élections municipales du 12 avril. Après plusieurs heures de discussion on adopta la résolution suivante : « Premièrement : n'importe quel adhérent à un syndicat qui remplit une charge dans la section correspondante, au Conseil du syndicat, dans un Comité confédéral ou dans un organisme quelconque adhérent à la C. N. T., et présente sa candidature à un conseil municipal ou à la députation, doit être considéré comme démissionnaire sans excuse d'aucune sorte. »

Il y a un second point qui traite de l'impossibilité dans laquelle se trouve l'intéressé pour occuper un poste dans l'organisation. Mais si jusque là on ne traite que des moyens d'empêcher que des communistes occupent des fonctions dans les syndicats de la C. N. T., dans un troisième paragraphe on dit : « Troisième-ment. — Si le cas se présente où cette décision serait repoussée deux fois de suite par un membre d'un syndicat, celui-ci sera expulsé du syndicat sans avoir le droit d'être réintégré jusqu'à ce qu'une assemblée générale de celui-ci l'ait approuvé ». Ainsi, un communiste, qui a l'obligation d'être syndiqué, et qui doit être soumis en même temps à la discipline de son parti, est placé, après que cette résolution arbitraire a été adoptée, devant le dilemme d'appartenir au syndicat ou à son parti politique.

Telle a été une des questions les plus « intéressantes » discutées au Congrès, — et, peut-être, celle qui a occupé le plus longtemps la discussion.

LA GREVE DES MINEURS DES ASTURIES DEVANT LE CONGRES

Les délégués au congrès de la C. N. T. des ouvriers mineurs des Asturies, qui sont en grève contre le patronat, le gouvernement et les socialistes, ont reçu le mandat impératif de leurs mandataires

de demander au Congrès de s'occuper en premier lieu de la situation de la grève. Pendant que le Congrès se perdait dans la discussion sur l'exclusion des communistes, un vieux militant mineur, notre camarade Benjamin Escobar, secrétaire du syndicat minier des Asturies (adhérent à la C. N. T.), et délégué à ce titre au congrès, déposa une proposition pour que l'on s'occupe de la grève. « Les mineurs des Asturies luttent contre le patronat, réclamant 2 pesetas d'augmentation sur le salaire journalier; contre le gouvernement ils réclament la journée de 7 heures supprimée par Primo de Rivera; ils se dressent contre les milices socialistes de briseurs de grèves armés, qui aident la Garde Civile à soumettre les ouvriers ». La grève était destinée à échouer si la C. N. T. n'aidait pas rapidement et efficacement les grévistes. Les mineurs des Asturies étaient moralement présents au Congrès à ce moment.

Toute la délégation régionale des syndicats des Asturies appuya la proposition de notre ami. Mais la majorité de la délégation des Asturies était composée de communistes, et l'on eut alors la preuve de la phobie anti-communiste qui régnait sur le congrès. Si grand fut le bruit produit parmi les anarchistes par l'intervention de notre ami que, furieux, ils ne tinrent même pas compte de ce fait qu'un délégué des Asturies (de Gijón), cependant anarchiste très connu, demanda que l'on étudie en premier lieu la question posée par notre camarade.

Ce n'est qu'après avoir tranché la question de l'expulsion des communistes qu'on décida de nommer une Commission qui, au nom du congrès, devait se rencontrer avec le Président du gouvernement provisoire.

C'est là toute l'aide qu'a prêté la C. N. T., réunie en congrès national, aux ouvriers mineurs révolutionnaires des Asturies. C'est que les mineurs des Asturies sympathisent avec le communisme et sont dirigés par les communistes, quoique ces communistes ne soient pas partisans — loin de là! — du Comité de Reconstruction. Mais les anarcho-syndicalistes qui dirigent la C.N.T., qui ont voté le 12 avril pour les candidats républicains — ce qui est pire que de voter pour les communistes ou d'être candidat ouvrier — ne sont pas visés tandis qu'il suffit que le syndicat des mineurs soit dirigé par les communistes pour que nos purs abandonnent totalement les mineurs.

LE RAPPORT DU COMITE NATIONAL

C'est sur ce point de l'ordre du jour que se sont prononcés d'une façon claire les deux tendances des anarcho-syndicalistes espagnols. D'un côté, les anarchistes purs — appelés en Espagne « anarchistes spécifiques » — et de l'autre les syndicalistes, la fraction qui collabore avec les républicains bourgeois. C'est cette dernière fraction qui a dirigé et dirige la C. N. T.

Du rapport moral du Comité national nous ne pourrions rien tirer de concret si nous n'étions pas aidés par les anarchistes « spécifiques ». Mais les anarchistes se sont livrés à une attaque à fond, en combattant violemment le rapport du Comité. Les critiques con-

tre la direction de la C. N. T. pour ses compromis « politiques », pour sa collaboration avec la bourgeoisie de gauche, furent si sévères que le leader Pestana quitta le congrès précipitamment devant les attaques dont il était l'objet. On demanda la destitution, y compris l'exclusion de la C. N. T., des éléments qui avaient dirigé la centrale syndicale durant les deux dernières années.

Après une très large discussion, l'entente anarcho-syndicaliste se refit, bien que seulement circonstancielle. La fraction syndicaliste continuera à dominer et à diriger la C. N. T., mais en fait, elle a été obligée de faire des concessions politiques à la fraction des « spécifiques » qui, actuellement, ont le contrôle moral sur l'organisation. Tout a été réduit à une discussion manquant de sens politique et pratique, complètement vide au point de vue doctrinal. On ne peut donner une plus pauvre perspective politique, ni manifester une plus lamentable impuissance révolutionnaire. En réalité, le rapport du Comité National ressemble aux explications d'un enfant espiègle devant son père qui le reprend avec sévérité pour quelques petites peccadilles qu'il aurait commises. Mais le papa « anarchiste » ne peut être plus tolérant avec son fils « syndicaliste ».

On peut dire que c'est là-dessus que se termina le congrès...

LES ELECTIONS CONSTITUANTES

Le congrès « fixa » sa position devant le moment politique présent. La C. N. T., organisation apolitique, ne peut, ni ne doit, ni ne veut intervenir dans les élections aux Cortès constituantes. Face aux Cortès constituantes, on fit la proposition — dont nous ne savons pas si on la réalisera, ni comment — de réunir la C. N. T. en congrès permanent. Ce ne sera pas un congrès qui construira, ni préparera le futur régime prolétarien, loin de là. La C. N. T. se réunira, selon l'avis des anarcho-syndicalistes espagnols les plus avisés et intelligents — avec l'approbation de M. Rodolfo Rocker, qui assiste au congrès comme représentant de la fantomatique A. I. T. de Berlin — « pour contrôler l'activité des Cortès constituantes ». Il est clair que Lerroux, Maura, Alcalá Zamora et les autres ministres qui ont autorisé Rocker et d'autres délégués étrangers à intervenir au congrès de la C. N. T., mais ont refusé à Trotsky, malade, le visa et l'autorisation de s'installer en Espagne, ne craignent pas, si peu que ce soit, le contrôle des anarcho-syndicalistes.

Nous ne pouvons rien dire de plus sur la position politique de la C. N. T. au moment présent. L'inintelligence politique de certains « spécifiques » est si misérable qu'elle n'est rien moins que... « spécifique ». « Spécifiques » qui, comme on tue les mouches, les punaises et les puces, veulent « écraser » les communistes. Il est clair que nous doutons beaucoup de leur efficacité.

AUTRES QUESTIONS

Aujourd'hui, en pleine période révolutionnaire, et en pleine année 1931, nos anarcho-syndicalistes se rappellent qu'il faut *étudier* la manière d'établir des cours d'organisation et de propagande. Voici quelques méthodes qui ont été approuvées : « On s'occupera de créer une école d'élocution pour préparer de bons artistes ouvriers de la parole; on organisera des lectures commentées et des conférences de discussions pour exercer les futurs orateurs ».

D'autres questions sur la création de nouvelles publications, sur la diffusion de la littérature, l'organisation sur la base des Fédérations, etc... ont été examinées, et grâce au procédé de nomination de rapporteurs et de commissions, tout est resté entre des mains « les plus expertes », qui savent, je crois, ce qu'elles ont à faire.

CONCLUSION

Ainsi s'est terminé le triste congrès d'une organisation qui fut révolutionnaire. L'attente anxieuse des premiers jours, l'enthousiasme des ouvriers, ont été en diminuant jusqu'à ce que plus personne ne se soucia de savoir si le congrès de la C. N. T. était ou non terminé.

On ne peut attendre, et je crois que *La Lutte de Classes* pourra publier cette chronique dans son numéro de Juin.

Sans commentaires, donc. Un congrès qui n'a plus que le nom de congrès ouvrier, ne mérite pas de commentaires. On s'attendait, avant le congrès, à la représentation d'une grande organisation ouvrière. Il y a une forte organisation, forte numériquement, qui s'appelle C. N. T. d'Espagne. Mais elle manque de doctrine révolutionnaire, d'éléments qui puissent l'orienter. Une grande part de responsabilité incombe à la bureaucratie du P. C. espagnol; et aussi à *La Batalla*, qui appuya au début la Conférence de Séville, quoiqu'elle ait aujourd'hui changé d'attitude. Mais la direction de la C. N. T., incapable de diriger l'organisation, commet un grave crime en excluant les communistes de son sein.

La C. N. T. peut et doit être sauvée et placée à son poste de combat révolutionnaire. Cela, seuls les communistes authentiques peuvent le faire, appuyés par les ouvriers et les paysans révolutionnaires qui veulent que la C. N. T. redevienne ce qu'elle a été, mais en corrigeant certaines erreurs et avec une doctrine solidement révolutionnaire dont l'organisme confédéral a toujours manqué.

Telle est l'immense tâche qui est aujourd'hui dévolue à l'opposition communiste espagnole, puisque la bureaucratie du P. C. officiel est incapable de sortir de l'océan de confusion et d'aventure dans lequel elle se débat.

Madrid, 18 juin 1931.

HENRI LACROIX.

L'approche de la crise révolutionnaire, le congrès de la social-démocratie allemande et la lutte des communistes

« Le terrain de lutte démocratique nous a déjà été enlevé. Il n'existe plus ». C'est en ces termes qu'un représentant de l'aile gauche du parti social-démocrate résuma au congrès de Leipzig le trait caractéristique de la situation politique en Allemagne, et en même temps la faillite complète de la politique social-démocrate.

En effet, ce qui se passe en ce moment en Allemagne n'est rien d'autre que le processus de décomposition de la démocratie bourgeoise, qui perd chaque jour du terrain, et se voit remplacée d'une façon de plus en plus menaçante et immédiate par le fascisme.

S'il y avait eu encore besoin d'une démonstration quelconque pour réfuter les conceptions mécaniques du développement de l'essor révolutionnaire (théorie de la « troisième période »), le déroulement de la crise en Allemagne apporterait la preuve la plus vivante.

Ce n'est pas en ligne droite, étape par étape, mais avec des tournants brusques, des contradictions surgissant subitement, interrompues par des périodes d'arrêts, qui, à leur tour sont suivies de périodes d'aggravation rapide, que se développe en Allemagne la crise politique, avant qu'elle ne devienne une crise révolutionnaire dans laquelle les classes combattantes, fascisme et communisme, se rencontrent pour la lutte ouverte et décisive.

LE REGIME DE DICTATURE CHANCELANT

Les partis de la bourgeoisie moyenne qui soutiennent le gouvernement Brüning — à l'aide du parti social-démocrate, qui n'est pas représenté au gouvernement, mais sans l'aide duquel le gouvernement ne possède pas de majorité parlementaire — avaient espéré qu'en hiver 1930/31 le point le plus bas de la crise économique serait atteint. L'amélioration économique amènerait l'apaisement politique. La base du fascisme se rétrécirait, les masses ouvrières radicalisées se placeraient de nouveau sous la protection du réformisme.

Lorsqu'au mois de février les fascistes quittèrent le Reichstag, sans déclencher une offensive ouverte, mais se contentant d'un renforcement de leur agitation, lorsqu'enfin en avril une crise

profonde secoua même l'organisation armée du fascisme, ses sections d'assaut (S. A.), (car les éléments paupérisés, qui, pour une grande part, appartiennent au *lumpenproletariat*, ne peuvent pas poursuivre une politique à longue échéance), lorsque M. Curtius surprit le monde aux aguets avec le projet d'union douanière austro-allemande en s'engageant ainsi dans la voie d'une « politique extérieure active », — alors les paladins du régime de dictature, et avant tout ses laquais social-démocrates, poussèrent un soupir de soulagement et des cris d'allégresse : « le plus pénible est derrière nous ». Les théoriciens du parti socialiste s'usèrent les doigts à écrire dans la *Gesellschaft* de Hilferding pour prouver que le danger décroissait. « Le mouvement national-socialiste est déjà arrêté », se réjouit G. Decker dans le numéro de mai de la *Gesellschaft* (N° 5, 1931).

Depuis, à peine quatre semaines se sont écoulées. Et toutes les illusions, tous les espoirs se sont évanouis. La crise a continué à s'accroître. Les emprunts étrangers attendus ne sont pas venus. Le déficit du budget augmente d'une manière inquiétante. Les impôts escomptés ne rentrent pas, par suite de l'affaiblissement de la consommation; les communes s'effondrent sous le poids des allocations de chômage, et à Genève le traité austro-allemand s'est heurté à la résistance commune de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, après que l'Autriche, par suite de l'effondrement de la *Kreditanstalt* fut devenue l'objet impuissant de nouvelles opérations financières internationales.

De nouvelles élections (Schaumburg-Lippe, Oldenbourg) ont montré que le regroupement dans les masses qui était apparu le 14 septembre, se poursuit.

Le seul parti bourgeois qui maintient ses positions est le Centre catholique, qui, bien qu'il ne donne pas non plus de pain à ses membres, leur a cependant apporté des succès considérables dans le domaine de la réaction culturelle. D'une manière plus agressive que jamais le catholicisme lève le drapeau de la lutte culturelle contre l'école laïque, contre la libre pensée, contre toute tentative, aussi timide soit-elle, d'obtenir des réformes politico-culturelles. (Abolition du paragraphe 218).

Les autres partis bourgeois moyens, depuis le Parti d'Etat (Démocrates) jusqu'au Landbund, représentant les grands agrariens, sont emportés par l'avalanche fasciste.

Le parti social-démocrate s'effrite à vue d'œil et sans cesse, et la plus grande partie de ce qu'il perd, c'est au profit du parti communiste.

Ainsi s'effondre la base, la combinaison de partis sur laquelle s'appuie le gouvernement Brüning; le cours politique intérieur et extérieur qu'a poursuivi le gouvernement Brüning, s'effondre.

« Cela ne peut continuer ainsi » disent les ouvriers. Et ce qu'ils ont en vue, c'est la diminution du niveau de leurs salaires, les impôts énormes sur les produits alimentaires, qui renchérissent les aliments indispensables, les impôts insupportables, la destruction des institutions sociales, la réaction culturelle, les assassinats fascistes et les provocations de la justice de classe.

« *Cela ne peut continuer ainsi* », disent les paysans pauvres et moyens dans toutes les régions de l'Allemagne, et ils ont en vue le poids des hypothèques, l'écart monstrueux entre les prix qu'ils reçoivent pour leurs produits agricoles et ceux qu'ils sont obligés de payer pour les produits industriels, ils ont en vue les prix des fourrages qui ont augmenté de 28 % en un an, tandis que pour le bétail ils touchent des prix de 10 % inférieurs, et pour les produits animaux de 30 % inférieurs aux prix de l'année dernière. Ces chiffres arides reflètent l'acuité extraordinaire de la lutte de classes au village. Le grand agrarien de la Prusse orientale, qui cultive du seigle, obtient, grâce aux tarifs douaniers usuraire du gouvernement, 30 % de plus que l'année dernière (prix mondial du seigle : 70 Mk. — prix à l'intérieur de l'Allemagne : 250 Mk.); le paysan moyen et pauvre qui fait l'élevage des porcs, qui achète du fourrage pour le bétail et du blé pour sa consommation propre, paye ainsi lui-même une partie de la politique agraire du gouvernement Brüning.

« *Cela ne peut continuer ainsi* », disent les couches moyennes déprimées, les employés, les petits commerçants, les artisans.

Ebranlé par ces secousses des masses en mouvement, le régime de dictature chancelle et menace de s'effondrer.

LA BOURGEOISIE EST-ELLE FORCÉE DE CHANGER D'ATTELAGE?

Le cheval qui tirait jusqu'ici le chariot de la bourgeoisie, d'abord d'une façon indépendante (Gouvernement Müller) et ensuite sous les coups de fouet du régime de dictature, n'était autre que le réformisme.

A présent le fardeau devient plus lourd, tandis qu'un travail sans relâche a sensiblement affaibli le cheval. Sera-t-il assez fort pour faire franchir la montagne au charriot?

C'est là la question la plus grave dont s'occupe actuellement la bourgeoisie.

Nous considérons comme une conception mécanique le point de vue qui prédomine aussi chez beaucoup d'ouvriers révolutionnaires selon lequel le parti social-démocrate, afin d'empêcher la participation des fascistes au pouvoir, fera littéralement tout ce que la bourgeoisie exigera. Il y a une limite que le parti social-démocrate ne peut franchir qu'en se détruisant lui-même. La force de ce parti réside en premier lieu dans le fait que dans l'esprit de millions d'ouvriers il est le parti des réformes sociales. La destruction de ces réformes sociales équivaut à la destruction de la base du parti social-démocrate. Certes, le parti social-démocrate a jusqu'à présent activement soutenu toutes les mesures de politique sociale qui ont empiré la situation de la classe ouvrière. Elle a payé cette politique par la perte d'à peu près 15 à 20 % de ses électeurs.

Mais la destruction de la politique sociale — et cette lutte destructive a déjà commencé — la destruction, ou du moins la suppression totale des droits syndicaux, le parti social-démocrate

ne peut y participer *activement*, et à la longue il ne peut même pas la « tolérer ». S'il y consent malgré tout, il sera brisé de l'intérieur, il perdra son influence à tel point qu'il n'entrera plus en ligne de compte comme *pilier* de la politique de la grande bourgeoisie.

C'est ce que personne ne sait mieux que la grande bourgeoisie. Elle reconnaît respectueusement les bons services que lui ont rendus les Wels, Severing, Zoergiebel, etc.; elle préférerait beaucoup faire tirer sa voiture par les modestes chevaux de trait réformistes, mais la rosse est trop faible, et la voiture devient trop lourde.

Depuis les élections de septembre la bourgeoisie oscille entre la social-démocratie et le national-socialisme. Jusqu'au dernier instant, tant qu'elle espérait que la crise avait déjà atteint son point culminant, elle se maintenait sur la voie « démocratique ». Mais à présent elle se prépare sérieusement à changer de cheval et à appeler au gouvernement le parti national-socialiste (Hitler) et le parti nationaliste (Hugenberg), qui sont liés. Lentement, l'aile fasciste gagne la direction au sein de la bourgeoisie. L'aile « démocratique » de la bourgeoisie, les milieux libéraux du commerce et de la Bourse, représentés par le *Berliner Tageblatt*, la *Vossische Zeitung*, et la *Gazette de Francfort* disent avec inquiétude :

« *Qu'arrivera-t-il lorsque les masses désespérées, qui attendent de Hitler une amélioration de leur situation sociale, seront déçues? N'y a-t-il pas danger que ces masses passent au communisme?* » Et ils montrent le jeune officier de la Reichswehr, Scheringer, qui, en 24 heures, est passé du parti national-socialiste, qui ne refuse pas par principe le paiement des réparations, au P. C. A., qui exige la suspension immédiate des paiements des réparations; ils montrent les dirigeants populistes extrémistes du mouvement du Landvolk au Schleswig-Holstein (Bruno von Salomon, Claus Heim) qui sympathisent maintenant ouvertement avec le programme paysan du P. C. A. Certes, la bourgeoisie entière se rend compte qu'il est dangereux de jouer sa dernière carte, de faire appel au fascisme, et de mener ainsi la lutte de classe sous sa forme la plus accentuée contre le prolétariat. Si cependant les parties décisives de la bourgeoisie optent pour le « changement de l'attelage », alors trois facteurs deviennent pour elles déterminants :

1) Elles ne veulent pas céder aux nationaux-socialistes la totalité du pouvoir, mais seulement lui accorder une participation au gouvernement, dans l'espoir qu'avec un changement de la situation objective elles pourront de nouveau sans frottements changer les chevaux.

2) La crise met sérieusement en avant la question de la guerre. Faire la guerre, cela exige pour l'Allemagne, qui n'a pas de service militaire obligatoire, un mouvement d'enthousiasme guerrier des masses particulièrement organisé, tel que seul le fascisme le personnifie.

3) Pour transformer en mécontentement révolutionnaire la déception des masses dépossédées, qui suivent actuellement le

fascisme et dont un gouvernement Hitler-Hugenberg-Bruning-Seek ne satisfera et ne peut satisfaire les désirs, il faut une direction véritablement communiste.

Mieux que le prolétariat, la bourgeoisie sait que le P. C. A. ne constitue pas cette direction.

Plus fort que les craintes des milieux commerciaux libéraux est le poids de l'industrie lourde, de la grande finance, des grands propriétaires fonciers, qui soutiennent par tous les moyens le mouvement fasciste, pour abattre dans le sang le prolétariat et pour « activer », après cette saignée, la politique extérieure.

CAPITAL MONOPOLISATEUR ET FASCISME

Le fascisme, appelé au gouvernement, ne pourrait pas considérer cette voie, soi-disant « légale », comme définitive. La participation au pouvoir n'ouvrirait au fascisme qu'une *étape de la dualité de pouvoir*; il perfectionnerait dans l'appareil de l'Etat ses positions militaires et, couvert par l'appareil de l'Etat, ses formations illégales, afin d'ériger en fin de compte par voie de violence déclarée, sa propre dictature.

Certes, le fascisme est l'instrument du capital financier. Mais nous tenons pour complètement erronée la conception mécanique selon laquelle le fascisme ne se borne qu'à exécuter les ordres du capital financier.

Ce qui, dans le fascisme, se dresse devant nous, c'est la petite-bourgeoisie en voie de destruction, avec toutes ses illusions réactionnaires, avec toutes ses traditions et exigences, et avant tout : avec sa haine contre le prolétariat ascendant et conscient.

Cette haine furieuse et aveugle de la petite-bourgeoisie réactionnaire, qui, économiquement aussi bien que politiquement, ne peut jouer un rôle indépendant, fait d'elle l'instrument le plus brutal du capital financier. Mais de cette nature sociale du fascisme résultent aussi certaines différences entre lui et la grande bourgeoisie, par exemple la contradiction entre le petit commerce et les magasins capitalistes modernes géants. La théorie, que défend aussi bien la droite que la direction du parti (bien que dans un sens un peu différent), selon laquelle « le fascisme est la superstructure politique classique de la domination du capital monopolisateur », est, selon nous, parfaitement antidialectique. C'est justement la période du capitalisme monopolisateur qui a particulièrement besoin du masque *démocratique*, afin de voiler la domination d'une oligarchie financière très restreinte. Le fascisme n'est pas la « superstructure classique » du capital monopolisateur, mais il constitue objectivement la réaction classique contre cette domination au sein de la petite bourgeoisie. C'est au moyen du mécanisme parlementaire démocratique que le capital monopolisateur parvient le mieux à faire valoir ses intérêts, et les illusions démocratiques des masses réformistes mécontentes sont pour le capital monopolisateur la soupape de sûreté la plus inoffensive qui soit.

Le capital monopolisateur sait fort bien que le système parle-

mentaire est son meilleur défenseur politique. Mais si la domination du capital monopolisateur fait sauter elle-même ce système, si la réponse aux guerres de rapine sociale des cartels, des trusts et des banques consiste en ce que les masses petites-bourgeoises quittent les partis démocratiques de la grande bourgeoisie et les masses ouvrières le parti socialiste petit-bourgeois démocratique — alors il n'y a pas pour le capital monopolisateur d'autre issue que de se faire défendre politiquement par le fascisme, afin d'assurer par ce moyen l'ordre social du capitalisme.

Si la crise du système capitaliste fait sauter la démocratie bourgeoise et rend impossible au capital monopolisateur de s'appuyer sur la base de l'organisation de masse petite-bourgeoise démocratique (parti social-démocrate), alors le capital monopolisateur cherche et trouve cette base de masse indispensable dans les organisations petite-bourgeoises fascistes. Sous la forme du fascisme, la petite-bourgeoisie, objectivement en révolte contre le capital monopolisateur, devient de nouveau le pilier politique de la domination du capital monopolisateur.

Le prix qu'il faut payer à cette « nouvelle base » est différent du précédent : tandis qu'auparavant le capital monopolisateur payait avec de petites réformes sociales, il est à présent obligé de payer au prix du pouvoir exécutif politique.

Enfin, le risque est encore plus grand : de la dictature fasciste il n'y a pas de chemin de retour pacifique; les masses déçues par le fascisme, et qu'auparavant déjà la démocratie avaient déçues, poursuivent la voie de la révolution sociale — à condition qu'il existe un parti communiste.

LA FAILLITE DU REFORMISME

Le Congrès de Leipzig du parti social-démocrate, qui s'est ouvert le 30 mai, a montré que la politique et la tactique du réformisme sont dans l'impasse et se sont effondrés. Tous les orateurs revenaient toujours à la même question centrale, à savoir que « l'ingrate » bourgeoisie, malgré toute la « tolérance », malgré l'esprit de sacrifice du parti social-démocrate, la rejette maintenant comme un citron pressé, et prépare un bloc de droite avec les fascistes. Le seul espoir auquel se cramponne le réformisme est celui que la crise ne durera pas éternellement. Tarnow, l'orateur principal du Congrès, constata même « qu'un revirement se prépare ».

Le même point de vue de principe fut aussi défendu par la gauche (Seydewitz, Rosenfeld, etc.), qui jouèrent à Leipzig le rôle le plus lamentable.

L'acuité extrême de la lutte de classes en Allemagne, ne permet plus à la « gauche » de voiler son inconsistance politique par des phrases révolutionnaires.

Du point de vue de la conservation du capitalisme, donc du point de vue de la social-démocratie, la politique des Wels, Hilferding, Breitscheid, etc... est logique, conséquente, absolument inéluctable. Un parti qui rejette la lutte de masse extra-parlemen-

taire considérée comme « l'appel à la rue », qui est le véritable défenseur du système parlementaire, un parti du genre du parti social-démocrate allemand qui, dans d'innombrables combats a, sans hésitation, massacré l'élite révolutionnaire du prolétariat, afin d'assurer la paix et l'ordre du système démocratique-parlementaire (1918 - 1923), un parti aussi conservateur et pro-étatique ne peut pas, dans la crise politique actuelle, poursuivre d'autre politique que celle qui la place aux côtés de Brüning. Il est obligé de se détruire lui-même pour maintenir le système capitaliste — de même que tous les autres partis de la bourgeoisie moyenne.

Le congrès de Leipzig a jeté une lumière crue sur la véritable impasse dans laquelle se trouve le parti social-démocrate.

Il continue à soutenir le régime de dictature, malgré les nouveaux décrets-lois qui viennent d'être ordonnés, et qui sont une nouvelle charge de 1.700 millions de marks pour les travailleurs, somme qui équivaut à la quote-part annuelle des paiements de réparations pour 1931/32 (1.793,2 millions, qui équivalent à l'annuité du plan Young, de l'emprunt Dawes et du traité belge).

Pour juger à quel point cette politique est désespérée, il suffit de mentionner que l'assentiment à cette nouvelle attaque de la bourgeoisie a été donné dans l'espoir d'empêcher l'appel aux fascistes. En réalité, des masses considérables, appartenant surtout aux milieux des employés, particulièrement atteints par la baisse des salaires, quitteront encore plus rapidement qu'auparavant les anciens partis bourgeois, et passeront au fascisme, le parti social-démocrate continuera à s'effriter, et dans quelque temps, — peut-être à l'occasion des élections anticipées en Prusse, en automne, qui feront perdre entièrement ou presque entièrement au gouvernement prussien sa base parlementaire — la bourgeoisie devra déclarer à ses valets réformistes :

« Vous êtes devenus trop faibles, vous avez perdu trop de forces, reposez-vous un petit peu », et malgré tout l'esprit de sacrifice du parti social-démocrate, elle appellera les fascistes au pouvoir.

La conscience qu'il n'y a pas d'autre voie possible que celle de la capitulation devant Brüning, pénétrait à Leipzig la « gauche » aussi fortement que la droite. C'est pourquoi ils n'osèrent même pas tenter d'opposer quelque chose à la stratégie de capitulation de Tarnow, Wels et Cie. Ils n'osèrent surtout pas tirer les conséquences de leurs propres constatations. Leur propre résolution ayant été repoussée, la gauche vota en toute tranquillité pour la résolution Tarnow, qui fut adoptée contre deux voix.

Pour la stratégie supérieure et massive de la droite, ce fut un jeu d'enfant de disperser cette « gauche » qui était comme paralysée par son propre courage, et le délabrement de la gauche s'exprimait dans les chiffres, par le nombre de ses voix qui oscillaient entre 2 et 62. L'attitude la plus conséquente fut défendue par les représentants de Breslau (Eckstein, Ziegler) et de Francfort (Portune) ainsi que par le député Oettinghaus, de la Ruhr, alors que Seydewitz et Rosenfeld ne combattaient pas, mais menaient des combats fictifs et résignés.

A quel point la radicalisation des ouvriers socialistes, et surtout de la jeunesse, est avancée, c'est ce qui s'est montré dans l'attitude des assistants des tribunes, qui écoutaient avec une attitude d'hostilité les rapports du président du parti, et saluèrent d'applaudissements débordants les coups de la gauche de Breslau et de Francfort.

Si cet état d'esprit de larges masses militantes du parti socialiste ne trouve pas son expression *politique* correspondante, s'il ne saurait être actuellement question d'une sympathie véritable entre le noyau prolétarien du parti socialiste et celui du P. C. A., cela ne peut être imputé à « l'art » des Wels, Hilferding, Breitscheid et autres, mais uniquement au refus de la part du P. C. A. d'appliquer la tactique du front unique.

Le congrès de Leipzig a mis à jour un paradoxe remarquable : bien que le réformisme ait politiquement complètement fait faillite depuis la théorie du « capitalisme organisé et sans crises » (Hilferding, Naphtali) jusqu'à la tactique qui consiste à « tolérer Brüning », malgré de lourdes pertes dans la masse des électeurs, le parti socialiste, en tant qu'organisation, a *grandi* (1.037.000 membres) et la base de la direction politiquement en faillite est plus forte que jamais.

Ce phénomène paradoxal ne peut s'expliquer par la seule force de l'appareil administratif, et surtout pas par « l'habileté » de la direction social-démocrate. Ce qu'il faut voir dans cette contradiction, c'est uniquement l'expression de la faiblesse relative de la politique communiste.

Le temps a travaillé pour nous, l'état d'esprit des masses est de mieux en mieux disposé en notre faveur, le prolétariat, à la recherche d'une issue, se tourne vers l'idée de la révolution prolétarienne — mais la tactique du parti est incapable de montrer aux masses qui tâtonnent la voie dans laquelle elles doivent s'engager aujourd'hui et demain pour réaliser la révolution prolétarienne.

C'est là la contradiction la plus profonde et la plus dangereuse de la situation actuelle : le Parti sait battre le tambour, mais il ne sait pas mobiliser. L'agitation de grande envergure, poussée en avant avec beaucoup d'élan, secoue les masses, et le parti y trouve un terrain extraordinaire, mais les masses en éveil et aux écoutes ne sont pas éduquées grâce aux luttes partielles, elles ne sont pas unies.

TENTATIVES DU CENTRISME DE SE REARMER

Cette contradiction, qui sera fatale à la révolution qui approche, si elle ne trouve pas aussi rapidement que possible une solution marxiste, est tellement évidente, tellement frappante, que même les stratèges aveugles de l'I. C. la voient et cherchent une issue.

Mais au seuil de cette recherche se dresse ce principe : tout, mais pas de retraite *ouverte*, tout, mais pas de perte de prestige. L'inafaillibilité de la direction de l'I. C., après avoir été un dogme

de la suffisance bureaucratique, est devenue une nouvelle doctrine de salut, que défend une grande partie du noyau prolétarien du P. C. A. Cette nouvelle doctrine peut être ramenée à la formule suivante : « Si les masses ne considèrent pas le C. C. du P. C. A. et, avant tout, Thaëlmann, comme une *autorité absolue*, à laquelle elles peuvent se fier aveuglément, alors elles douteront du communisme. »

Le critère de la foi aveugle est devenu le plus élevé de tous les critères révolutionnaires.

Et il serait absurde de nier que cette foi inébranlable (« Teddy (Thaëlmann) en viendra à bout, Teddy réalisera une Allemagne soviétique ») ne pénètre pas d'innombrables jeunes ouvriers. Il est évident que l'ébranlement de cette foi — et il se produira inévitablement à mesure que les masses du parti feront leur expérience — sera aussi l'ébranlement de la conscience du parti, car le parti est systématiquement identifié avec « l'autorité infaillible » des dirigeants.

Sur la base de ce dogme on essaie de redresser le cours du parti. Le plénum du C. C. qui a suivi le XI^e plénum du C. E. de l'I. C. a décidé un *double tournant* : premièrement, l'établissement d'un *programme paysan* et deuxièmement un *programme de revendication de travail*. Celui-ci contient beaucoup de détails positifs, et pourrait jouer un rôle important dans la mobilisation des masses s'il formait la base de l'application du front unique, c'est-à-dire s'il posait aux organisations réformistes la question suivante : « Pour le programme de revendications urgentes des ouvriers avec les communistes, ou pour le nouveau programme de famine du gouvernement avec les capitalistes ».

Mais une telle tactique exige la rupture ouverte et sans équivoque avec la ligne syndicale qui a été poursuivie jusqu'ici.

Le nouveau *programme paysan*, grâce auquel le parti opère maintenant le « tournant vers le village » a une grande importance de principe. Il contient à peu près tout ce que la paysannerie pauvre et moyenne peut désirer (depuis l'expropriation sans indemnité de la grande propriété jusqu'au secours de maladie et de vieillesse accordés par l'Etat) et trouve son couronnement politique dans le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan ». La lacune fondamentale de ce programme est qu'il promet en même temps *trop et pas assez*.

Trop : car l'expropriation immédiate de la grande propriété foncière n'est pas une revendication partielle, ce n'est pas un mot d'ordre que l'on peut établir comme un mot d'ordre *immédiatement* réalisable. Au sujet de la revendication de la « suspension immédiate des paiements des réparations », que contient également le programme, nous avons déjà dit le nécessaire (*La Lutte de Classes* N° 24, août 1930 — « Communisme ou National-Bolchévisme »). *Trop peu* : ce programme, en faisant dépendre la réalisation de toutes les revendications dans leur ensemble, du renver-

sement du capitalisme, est incapable d'ébranler les paysans — 999 sur 1.000 — qui n'ont pas encore reconnu cette nécessité.

Mais le véritable danger de ce programme paysan n'est pas là; il vient d'un tout autre côté.

LA BASE SOCIALE DE LA POLITIQUE NATIONALE DU CENTRISME

Nous avons indiqué, au mois d'août 1930, les graves dangers idéologiques qui pouvaient résulter du point de vue nationaliste extrême du programme « pour la libération nationale et sociale du peuple allemand ». A ce moment nous avons surtout souligné la décomposition idéologique du prolétariat révolutionnaire.

A présent surgit un second danger, qui est lié à la nouvelle politique paysanne du parti. Le parti cherche et trouve la liaison avec les milieux paysans nationalistes-extrémistes; d'où le danger que par son flanc droitier le parti soit poussé par ses alliés nationalistes petits-bourgeois encore plus loin sur le plan incliné de la question nationale. Une série de milieux et d'associations nationalistes, auxquels s'associe maintenant le mouvement du Landvolk du Schleswig-Holstein, dirigé par le célèbre lanceur de bombes Claus Heim et par Bruno v. Salomon, frère de l'assassin de Rathenau, agissent dans ce sens. Salomon s'est déjà adressé directement au P.C.A., et le 5 juin le P.C.A. a fait des démarches auprès du ministère de la Justice de Prusse pour la libération de Claus Heim.

« L'Internationale Paysanne » ainsi que le « Comité paysan européen » agissent dans le même sens.

Tout proche du parti s'est aussi constitué un « groupe national de manœuvre », dont le représentant est le lieutenant Scheringer, et dont le sommet intellectuel est Karl O. Pätel.

Une série de jeunes nationalistes du cercle de Strasser, qui sont déjà entrés dans le P. C. A. forment le « levier intérieur du parti » de ce « groupe de manœuvre », qui dispose aussi d'une revue à elle : *La Nation socialiste*. Les idées de ce groupe, des tendances et associations de la jeunesse et des groupements politiques qui y sont liées, ont été récemment formulées dans un écrit intitulé : « *Nationalisme socialiste-révolutionnaire* ». Elles sont exprimées de la façon la plus claire dans les phrases suivantes :

« Ce qui confère encore aujourd'hui à l'Etat bourgeois « un sentiment de sécurité, c'est que des groupes organisés du prolétariat, dont les tendances sont absolument « du même domaine, se combattent mutuellement ».

Qui sont, selon l'opinion de ces nouveaux et influents amis du P. C. A., ces « groupes du prolétariat, dont les tendances sont du même domaine » ?

« Par leur lutte réciproque le NSDAP (le parti de Hitler. K. L.) et le P. C. A. détruisent mutuellement leur force... Il est logique de constater que cela n'est pas dans l'intérêt du prolétariat. »

Et après avoir prêché le front unique entre le P. C. A. et le

NSDAP, nos « nouveaux amis » déclarent :

« Et nous considérons comme notre tâche : triompher de la bourgeoisie par la lutte de classe révolutionnaire ».

Ces groupes sont les épigones du national-bolchévisme de 1919-1920, et Wolffheim échange des idées avec les épigones.

Tant que les groupes national-bolchévistes n'étaient qu'un curieux produit du romantisme national, et formaient les idées ainsi que la nourriture spirituelle de quelques associations de la jeunesse bourgeoise, on pouvait se permettre d'ignorer la tendance national-bolchéviste considérée comme un relent politiquement complètement insignifiant de l'ancien radicalisme allemand de 1919-1920. Elle ne serait d'ailleurs jamais réapparue d'elle-même sur l'arène politique. Mais à présent ses argumentations pénètrent par le mécanisme de transmission de notre bureaucratie, dans les milieux ouvriers révolutionnaires; les représentants de ces idées deviennent des spécialistes de la manœuvre, qui engagent des « liaisons et pourparlers » entre les bureaucrates du P. C. A. et des groupes nationaux, et le poison du nationalisme pénètre dans l'organisme du parti; dans ces conditions le danger que le P. C. A. ne puisse pas gagner les couches petites-bourgeoises de la ville et de la campagne à l'idée du communisme, mais qu'au contraire les nouveaux terrains d'influence à la campagne et dans la jeunesse petite-bourgeoise deviennent une certaine base sociale des idées national-bolchévistes à l'intérieur du mouvement communiste, est très réel. Même si l'organisme prolétarien du parti était suffisamment résistant pour pouvoir digérer la nourriture petite-bourgeoise qui lui est présentée, il subsiste néanmoins un danger fort grave.

Par ses concessions au nationalisme, par la politique de front unique vis-à-vis de Claus Heim, von Salomon, etc... le parti ne fait que repousser les grandes masses réformistes, qui ne peuvent comprendre qu'on refuse par principe toute tentative de bloc avec elles, tout en recherchant le bloc avec les organisations nationalistes-paysannes.

Il est assez intéressant de voir que le groupe Brandler, qui, d'habitude, s'intéresse particulièrement à la nécessité de gagner les ouvriers socialistes, passe sous silence la politique paysanne du parti et la politique nationale qui y est liée. Cela n'est pas dû au hasard. Car c'est lui qui, en 1923, sous la direction de Radek, a introduit dans le parti allemand la politique de l'aventurisme national. Il répondit au début de la lutte de la Ruhr en 1923 par l'appel à la nation allemande à se faire sauver par le prolétariat; (« La nation allemande culbutera dans l'abîme si le prolétariat ne vient pas à son secours », *Rote Fahne* du 24 janvier 1923). A cette époque Fröhlich avait caractérisé la situation par ces mots : « Ce qui est décisif dans la situation actuelle, c'est que la question nationale est devenue la question de la révolution » (*Rote Fahne* du 3 août 1923). L'histoire de 1923, c'est-à-dire l'histoire d'une révolution prolétarienne tuée dans l'œuf, n'est pas encore écrite. Mais pour le révolutionnaire réellement marxiste qui aborde la question de 1923 et essaye d'expliquer la contradiction tragique

de l'Octobre allemand — reflux de la vague révolutionnaire malgré des possibilités révolutionnaires objectives grandioses — il est clair à première vue que le cours Schlageter (défense nationaliste) de 1923 a considérablement entravé la séparation des masses réformistes d'avec leurs chefs.

Tirons les leçons de 1923, tirons-les rapidement avant qu'il ne soit trop tard.

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION DEVANT LA LUTTE DECISIVE

Le gouvernement a édicté le 5 juin un nouveau décret-loi. En prévision des conséquences immenses de cet attentat général contre toutes les parties des masses laborieuses, le gouvernement a en même temps publié un manifeste dans lequel — suivant l'exemple de Guillaume en août 1914 — on demande de mettre de côté la lutte des partis, pour sauver l'Allemagne. Le sentiment qu'elle joue sa dernière carte, anime toutes les fractions de la bourgeoisie. C'est ainsi que la *Neue Leipziger Zeitung* du 4 juin fait le bilan de l'attitude bienveillante du congrès social-démocrate envers le décret-loi, dont la teneur n'était pas encore connue à ce moment, en disant :

« Il intervient courageusement pour la défense de la patrie, à cette heure qui est tout aussi grave et tragique que le mois de juillet 1914. »

Mais en juillet 1914 les masses ne savaient pas ce qui les attendait : en juillet 1931 elles ne le savent que trop bien.

Le décret-loi qui signifie tout simplement la faim, tandis qu'il n'essaye même pas de charger la grande-bourgeoisie, les grands agrariens, l'industrie lourde, remuera très profondément les masses laborieuses. Jusqu'ici, ce sont encore des actions isolées de centaines d'hommes qui pillent, qui se jettent dans les bras de la police, qui livrent dans la Ruhr des combats de rue au pouvoir d'Etat. Les journaux bourgeois, effrayés, annoncent l'agressivité particulière des femmes d'ouvriers, poussées au désespoir. Le décret-loi augmente cette exaspération à l'infini.

Et notre parti? Certes, l'adversaire est fort et nous avons perdu infiniment de temps, un temps précieux. Mais il n'est pas encore trop tard; il est vrai que nous traînons le poids des omissions et des fautes, les conséquences d'un cours zig-zagant de huit années, qui ont favorisé la décomposition.

Mais les possibilités d'une solution révolutionnaire de la crise sont gigantesques. Il faut de nouveau le dire en toute clarté : le centre de gravité se trouve maintenant auprès des masses ouvrières réformistes. Hier, à Leipzig, elles restaient encore aux ordres du commandement réformiste, en grognant, il est vrai, mais en lui obéissant néanmoins. Ce fut là le résultat de la politique du cours ultra-gauche de notre parti. Si nous ne réussissons pas à rassembler ces masses pour la résistance, alors la lutte décisive entre la révolution et la contre-révolution se terminera par la défaite de la révolution. Passant par-dessus l'avant-garde communiste vaincue, le fascisme détruira aussi le mouvement de masse réformiste.

La situation est plus sérieuse qu'elle ne l'a jamais été depuis 1923. Mais les possibilités d'une victoire de la classe ouvrière sont grandes aussi; à présent tout dépend du tournant léniniste qui doit se produire.

Le rassemblement de la classe ouvrière, le rétablissement de l'unité de la classe ouvrière par la destruction du réformisme, la direction de la classe ouvrière par le communisme, c'est *cela* seulement qui crée la base d'une union véritable avec le village, sur la base de l'hégémonie prolétarienne et sous le signe de l'internationalisme révolutionnaire, prolétarien.

Berlin, le 6 juin 1931.

KURT LANDAU.

Note de la rédaction. — L'article du camarade Landau contient à notre avis une équivoque qu'il faut écarter. Parlant des différenciations dans le camp bourgeois et des frottements entre le fascisme et le gouvernement Brüning, Landau écrit que « la participation au pouvoir n'ouvrirait au fascisme qu'une étape de la dualité de pouvoir; le fascisme perfectionnerait dans l'appareil d'Etat ses positions militaires, et, couvert par l'appareil d'Etat, ses formations illégales, afin d'ériger en fin de compte par voie de violence déclarée, sa propre dictature ».

Cette formule n'est pas juste, et cache certainement une confusion qu'il faut dissiper. L'expression « dualité de pouvoir » a été employée et analysée essentiellement en rapport avec le développement de la révolution russe entre Février et Octobre 1917. Elle caractérisait la coexistence momentanée d'organisations de pouvoir de deux classes antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat. Les soviets et le prolétariat armé constituent l'organisation du pouvoir prolétarien. La période de *dualité* des pouvoirs est inévitablement transitoire, précisément parce qu'elle est une dualité de deux pouvoirs de classe, et qu'il ne peut exister deux pouvoirs de classe dans un même Etat. Tel est l'enseignement du marxisme.

Mais le fascisme et la bourgeoisie constituent-ils deux classes distinctes? Certainement non. Le fascisme reste un épaulement de la bourgeoisie; ses traits particuliers viennent de son caractère délibérément anti-démocratique et, avant tout de l'appui qu'il trouve dans les masses petites bourgeoises, et dans certaines couches paysannes et ouvrières. Pour assumer le pouvoir il doit écraser ouvertement le prolétariat, et pour y parvenir en toute liberté il bouscule la « démocratie », et plus encore la social-démocratie. Il n'y a donc pas une opposition de classe entre Hitler et Brüning. Le contenu social de la dictature de Hitler (ou de ses succédanés) sera le même que celui de la dictature de la bourgeoisie. C'est pourquoi on ne peut se servir de l'expression « dualité de pouvoir », expression qui désigne une phase précise du processus révolutionnaire de classe, pour caractériser le rapport actuel entre l'appareil d'Etat du régime d'exception de Brüning et l'armature du fascisme représenté par le NSDAP et ses prolongements dans l'Etat bourgeois. On évitera ainsi toute confusion.

La lutte des paysans indochinois

Les mesures extraordinaires prises par le gouvernement général d'Indochine n'ont pas pu étouffer les révoltes paysannes. La multiplication des postes de légionnaires et des expéditions punitives avait été accrue dans le Nord-Annam, dans les provinces de Nghé-An et de Vinh-Hatinh après les quatre journées de décembre au cours desquelles les communiqués officiels accusaient cent-cinquante tués (1). Après le meurtre du Ton that Hoan à Nghi Loc un communiqué annonçait que « les villages qui ont participé à l'assassinat du tri-huyen sont brûlés ».

La prison de Vinh comptait mille détenus, on dut en libérer pour faire des places nouvelles. A la faveur de ces mesures impitoyables et à l'aide de larges occupations militaires, le gouvernement général entreprit alors dans le Nord-Annam les *soumissions* forcées au cours de grandes cérémonies militaires. Cent mille cartes de soumission furent ainsi distribuées : avec le prélèvement des empreintes digitales des « soumis ». Des cérémonies analogues eurent lieu dans plusieurs régions. Le 30 janvier, pendant la cérémonie de Van-Phan (Phu-dien) des militants distribuèrent des tracts; l'un d'eux fut saisi et exécuté sur place.

A ce moment la presse impérialiste annonçait que la situation était « assez bien redressée » dans le Nghé-An, que le Ha-tinh « n'allait pas tarder à suivre ». Mais « un nouveau foyer s'allumait dans le Quong-Ngai ». C'est-à-dire que l'effervescence révolutionnaire gagnait vers le sud et agitait le Centre-Annam et la région avoisinant le port de Tourane. Dans ces provinces, la population est plus clairsemée que dans la plaine cotière du Nord-Annam, les rizières sont plus pauvres, bien que plus facilement irrigables, la côte est d'accès difficile. Au Sud, les ramifications montagneuses restreignent la superficie cultivable.

Le 16 janvier plusieurs milliers de manifestants se lèvent dans le huyen de Son-tinh, au nord de Quong-Ngai, la garde fait six morts. Le 19, 2.000 paysans manifestent. Dans cette période, l'inspecteur de police Saint-Péron fait attaquer une colonne de cinquante manifestants, en tuant six. Le 29 janvier, huit morts à Son-Tinh. Pendant ce temps la garde indigène surprend à Ky-Tho une conférence communiste et abat sur place le conférencier Nguyen Tuan et douze assistants.

Le gouverneur général intérimaire, l'homme à poigne Robin,

(1) « Sur les problèmes du mouvement révolutionnaire indochinois », *Lutte de Classes* n° 28-29.

proclamait le retour à l'ordre du Nord-Annam en janvier et en février. Il était obtenu par une terreur impitoyable : le 9 mars à Vinh, pendant une retraite militaire de la légion, des militants annamites distribuaient des tracts. L'officier appréhende au hasard six Annamites et les fait exécuter sans jugement. Cependant le mouvement se réveille avec éclat le 12 avril : des colonnes convergentes se forment autour de Do Luong : le poste de Choom en attaque mille et en tue vingt et un, le poste de Nhan Boi en attaque deux cents, le poste de You-Linh cinq cents, faisant trois morts, le poste de Tri-le deux cents, faisant neuf morts. « *Au total, dit le communiqué, 2.300 communistes prirent part à ces démonstrations. Il y eut 35 tués* ». Le 14 avril, des rassemblements considérables se forment près de Lai-Thach et de Lac-Thien. « *Les tirailleurs tonkinois se trouvent en présence de bandes organisées manœuvrant au commandement. Le contact dura plusieurs heures obligeant les tirailleurs à faire des feux de salve et finalement à charger à la baïonnette pour éviter l'encerclement. Il y eut 80 tués* ». Les communiqués accusent 150 tués pour ces trois jours. *Le Premier Mai, les soldats de l'impérialisme firent 175 victimes.*

La presse des massacreurs affirme que les forces de police se sont heurtées *cette fois à des bandes armées, manœuvrant militairement au sifflet sous le commandement de cadres entraînés et expérimentés, à des troupes de choc conduites par des tirailleurs libérés ou déserteurs sous des ordres de meneurs revenus après un stage en Russie ou en Chine du Sud.* Le bilan des journées rouges qui ne comprend de victimes que parmi les manifestants paysans rectifie tragiquement ces assertions. Mais, au travers des nouvelles déformées, les faits attestent la vigueur, la persévérance et la résolution qui animent les masses paysannes et les formes nouvelles, plus violentes, de leurs luttes.

Volontairement aussi, l'impérialisme français veut restreindre l'importance de l'agitation à des régions exceptionnelles. « *L'agitation communiste se trouve nettement localisée dans quelques régions de faible étendue mais d'accès difficile de trois provinces seulement de l'Annam* ». En septembre 1930 la presse à gages expliquait déjà que la région, « *de mémoire d'Européen, a été troublée à plusieurs reprises. Elle fut en 1874, le théâtre d'un violent mouvement antichrétien au cours duquel de nombreuses églises furent brûlées et de nombreux chrétiens mis à mort. Depuis elle fut plusieurs fois le refuge de bandes de pirates ou de révoltés dont l'extermination nécessite une poursuite pénible en raison de la complicité de la population et des difficultés d'accès. Cette région (Vinh-Hatinh), bande de territoire adossée à la chaîne annamitique, séparée du reste de la province par le cours du Song-la, se trouve même de nos jours, passablement isolée et ne voit, presque jamais d'Européens* ».

Les informations démentent brutalement cette explication : les arrestations opérées en mars à Nam-Dinh et en avril à Haï-phong au Tonkin, les manifestations de Bentré et de Hue-Hoa en Cochinchine, les tracts et les affiches protestant contre la condamnation à mort du jeune militant Hui à Saïgon en avril, démontrent

que l'effervescence révolutionnaire contre l'impérialisme ne cesse pas d'animer l'Indochine. Si les difficultés d'accès entravent les *exterminations* impérialistes dans ces trois provinces de l'Annam, si dans la période présente ces trois provinces seules peuvent, contre l'impitoyable répression, faire flamber des foyers insurrectionnels ouverts, cela comporte d'autres leçons pour les communistes.

**

Bien loin de favoriser des situations exceptionnelles, les coups de la crise portent à l'extrême la misère chronique de la paysannerie indochinoise et promettent de l'empirer encore. Le commerce spécial de la colonie est passé, pour les exportations, de la moyenne mensuelle de 244 millions de francs à 134 en 1930, soit un déchet de 46 %. Mais la crise atteint surtout le marché du riz, la ressource essentielle à laquelle est liée le sort de la paysannerie, c'est-à-dire de la très grande majorité de la population. L'exportation de riz qui présentait une moyenne mensuelle de 201.000 tonnes en 1928 tombe à 78.000 pour décembre 1930 et 75.000 pour janvier 1931. De plus, la valeur du paddy a baissé de 33 %. La faiblesse des prix s'accroît encore et la nouvelle récolte s'accumule. La situation de nombreuses plantations est devenue critique malgré les prêts consentis aux grands propriétaires et les primes d'exportation. La récolte en Annam a été déficitaire et les autres produits d'exportation n'ont pu s'écouler dans le Sud de la Chine. L'absence de débouchés et la baisse des prix ont réduit l'exportation du riz tonkinois. Les productions de café et de caoutchouc ont été atteintes par le déficit des récoltes et la baisse des prix. « *L'Indochine a vu sa capacité d'achat s'affaiblir très profondément... Rien ne permet malheureusement d'envisager une modification prochaine et durable de cette situation qui s'est encore aggravée depuis le début de 1931* » (Conseil d'Administration de la Banque de l'Indochine).

Cependant que la Banque de l'Indochine, reine de l'usure et de l'exploitation, entérine ce triste bilan, l'impérialisme français secoué par la crise se prépare à demander davantage encore à la pressuration coloniale. Le gouverneur Pasquier entre deux conseils de guerre tenus à Paris bat le rappel devant les industriels de Lille : « *Il est un point que l'on oublie toujours lorsqu'on parle de l'Indochine : c'est sa situation géographique, qui fait d'elle un poste d'observation et un poste de répartition de premier ordre. La firme qui a un bon agent en Indochine, possède en lui un observateur précieux pour les marchés chinois, philippin, japonais, malais, siamois et birman. Au delà du marché indochinois, c'est le marché extrême-oriental tout entier qu'il vous offre.* »

Les prêts et les primes, nourris par les écrasants impôts, ne sont qu'un maigre palliatif. C'est aux paysans qu'exploiteurs impérialistes et propriétaires fonciers font supporter le poids de la crise. C'est en très grande partie au moyen de l'usure que s'exerce l'exploitation de la paysannerie indochinoise. En octobre 1930, la

revue impérialiste *l'Indochine*, écrit : « *L'Indochine est le pays de l'usure. En prêtant sur récoltes on obtient couramment du 3 % par mois, soit 36 % par an* ». En avril 1931, la même revue écrit : « *Les chettys (prêteurs) refusent actuellement de leur (emprunteurs agricoles) prêter à 5 % par mois* ». Dans toute l'Union indochinoise la mévente du riz, l'abaissement « *très profond* » de la capacité d'achat des masses paysannes déjà réduite à l'extrême empire encore la condition sordide des masses paysannes. Cette aggravation est rendue plus cruelle encore par la pressuration des usuriers et par le manque général de crédit (1).

Parlant surtout pour les paysans de l'Ouest cochinchinois qui ne disposent pas de la parcelle médiocre cultivée par les moyens rudimentaires du labour à traction animale ou à la main, Bui-Quang-Chieu trace la situation du ta-dien, âme des manifestations communistes des derniers mois, selon Pasquier lui-même : « *Vis-à-vis de cette population nomade, le propriétaire foncier, généralement possesseur d'immenses étendues en grande partie incultes et récemment défrichées, joue le rôle de bailleur de fonds intégral. Le fermier n'a que ses deux bras. En raison de la rareté de la main-d'œuvre dans ces grandes étendues, il est recherché, sollicité. Tout son bien se résume en une petite pirogue à trois planches, une jarre de 15 à 20 litres de contenance, une moustiquaire et ses hardes pouilleuses. Le propriétaire lui avance de quoi bâtir, de quoi vivre lui et les siens et enfin de quoi travailler d'avril jusqu'à la fin de la récolte, février. Sur cette récolte, il paiera les avances, principal et intérêt, avec le loyer de la terre... La faim chasse le loup du bois. Or dans un mois, lorsque les derniers gis de paddys qui ont échappé à la vigilance de propriétaires auront été décortiqués et mangés, les fermiers se retourneront vers leur banquier habituel, seigneur et maître de la terre, pour lui demander des avances. Que leur répondra-t-il ?* »

Le malheur des ta-dien n'intéresse Bui-Quang-Chieu, l'homme des propriétaires fonciers, que dans la mesure où la menace des loups lui permet de faire chanter les impérialistes au profit des banquiers habituels et philanthropes des ta-dien, atteints eux-mêmes par l'effondrement des cours du paddy et débiteurs des prêteurs particuliers ou des établissements bancaires, comme la *Banque de l'Indochine*. Dans le conflit aggravé qui dresse les paysans ruinés contre l'impérialisme exploiteur et oppresseur, la bourgeoisie indigène a choisi son parti. Bui-Quang-Chieu est vice-président du *Conseil Colonial* de Cochinchine. Lors de la session d'août et septembre 1930, le gouvernement demanda 25.000 piastres pour les dépenses secrètes de la police. « *Le Conseil à l'unanimité* lui en vota 30.000. Krautheimer demandait le renforcement de la garde

(1) Il faut ajouter encore les rigueurs de l'occupation militaire. « *Dans certaines régions troublées, les paysans pour se nourrir allaient chercher des tubercules dans les forêts, nous apprend l'Indochine... Les villages occupés ont eu à verser des amendes variant de 200 à 400 piastres, ayant de plus à livrer six porcs, un bœuf, dix paniers de riz, dix paniers de poissons et trois cents bambous, plus ce que prenaient les légionnaires* ».

civile de 150 unités, mais de La Chevrotière proposa qu'on double les effectifs de police. Il conta qu'il avait eu la visite de nombreux notables qui avaient atrocement peur et il narra même une petite histoire arrivée récemment à M. Sepère. Le sympathique planteur entre dans une paillote et voit sur la table douze bouteilles de champagne. Le notable qui le recevait l'invite à boire et explique ainsi la présence des bouteilles : les chefs communistes vont venir tout à l'heure, ils m'ont fait prévenir et si je ne les reçois pas bien, ils incendieront ma maison et me tueront. M. Pham-cong-Binh confirme que les campagnes sont devenues inhabitables pour les Annamites possédant des biens » (*Indochine*, 20 novembre 1930).

L'aboyeur Noguès tire de la *Pravda* du 21 avril 1931 les informations suivantes : « *Les syndicats rouges indochinois compteraient actuellement dans leurs rangs 6.000 ouvriers. Pour centraliser le mouvement on a convoqué un congrès de la Fédération générale du travail. Ce seraient les femmes qui joueraient un rôle important dans le mouvement révolutionnaire. De pair avec la recrudescence de ce mouvement dans les villes, les soulèvements de paysans armés se multiplient dans les campagnes; plus de 100.000 paysans ont pris part à ces soulèvements l'année dernière. Les fédérations révolutionnaires des paysans se sont considérablement développées, raffermies et comptent actuellement 50.000 hommes dans leurs rangs.* »

Les forces encore jeunes du parti sont engagées dans une lutte très ardue. A l'heure actuelle, sur le fond d'une effervescence révolutionnaire généralisée et profonde, trois provinces constituent des foyers insurrectionnels ouverts où les masses paysannes mènent inlassablement la lutte. Le *Temps Colonial* parle de « *manières de soviets communaux constitués après expulsion des autorités* ». La presse impérialiste de la colonie parle des récoltes faites en commun dans ces régions. Notre presse communiste annonce la constitution des soviets : *en janvier, dix-sept sous-préfectures ont été organisées en soviets dans le Nord-Annam et le Tonkin* (article de *l'Humanité*, 17 mars 1931). La puissance de l'appareil militaire et policier de l'impérialisme, l'ampleur de la répression et les difficultés de l'agitation et de la propagande dans les centres sont pour beaucoup dans la circonscription momentanée de l'activité révolutionnaire des masses aux trois provinces de l'Annam — et de l'intensification des formes qu'a prise la lutte dans ces provinces. Sans faire entrer en compte l'échelle réduite, le caractère propre de l'occupation impérialiste — la situation diffère de la guerre des paysans de la Chine du Sud, de l'armée rouge et des soviets chinois notamment par le fait qu'ici l'effervescence révolutionnaire ascendante est comprimée par l'appareil répressif d'un impérialisme occidental. Néanmoins la lutte paysanne menée dans les trois provinces et la caractéristique des soviets rendent utile le rappel des enseignements dégagés par nos camarades de l'Opposition chinoise et par Trotsky. « *Les bolcheviks-léninistes chinois (opposition) reconnaissent que la signification de la guerre paysanne est tout à fait différente de celle des soviets d'ouvriers et de paysans. Notre sympathie est entièrement aux côtés de cette*

guerre paysanne ». Mais si progressistes que soient ces formations nées dans le combat des paysans, ils ne peuvent devenir les véritables soviets de la future direction prolétarienne qui ne seront réalisés qu'au travers de la participation et par la direction du prolétariat dans la lutte. Le manifeste de l'Opposition internationale *Sur les perspectives et les tâches de la révolution chinoise* (septembre 1930), rappelait la capacité de combat limitée de la classe paysanne, l'incapacité de la classe paysanne de construire son pouvoir propre. *« Les paysans ont créé plus d'une fois en Chine, en Russie et dans d'autres pays des détachements de partisans qui se battaient avec une vaillance et une ténacité admirables. Mais c'étaient des partisans attachés à une province déterminée et incapables de réaliser des opérations stratégiques centralisées de grande envergure. Seule l'harmonie du prolétariat dans les centres industriels et politiques décisifs du pays crée les conditions préalables indispensables aussi bien pour l'établissement de l'armée rouge que pour l'établissement du système soviétique dans les campagnes »*.

Même dans la période actuelle des vaillantes vagues d'avant-garde des paysans indochinois, le rappel de ces notions met à jour le problème capital de la stratégie révolutionnaire en Indochine. *« Cependant tout le problème de la révolution chinoise consiste dans la combinaison politique et la liaison organique du soulèvement prolétarien... La large crue du soulèvement paysan peut incontestablement donner une impulsion à l'animation de la lutte politique dans les centres industriels »*. En Indochine, il n'y a ni les distances considérables, ni la division économique qui séparent et différencient le Nord et le Sud chinois. Au contraire, les principaux centres industriels sont, comme à Vinh-Hatinh, à la limite même des régions troublées — et le prolétariat industriel est lié par des liens les plus serrés aux paysans en lutte. Mais la tâche des communistes doit s'inspirer aussi de la ligne prévue en Chine : *« Leur tâche ne consiste pas à jeter leurs forces dans les foyers dispersés du soulèvement paysan, puisque leur parti, peu nombreux et faible, ne pourra de toute façon pas l'embraser. Le devoir des communistes consiste à concentrer leurs forces dans les usines et ateliers, dans les quartiers ouvriers à expliquer aux ouvriers le sens de ce qui se passe à la campagne »*, c'est-à-dire ici à développer le mouvement ouvrier pour qu'il soit en liaison avec les vagues successives des paysans en lutte et pour qu'il soit en état

En Indochine l'activité révolutionnaire dans les grands centres et dans les villes se heurte aux difficultés rigoureuses suscitées par la terreur impérialiste. Contre cet appareil puissant le concours du prolétariat de la métropole est nécessaire aux révolutionnaires indochinois. Une action ample et puissante du prolétariat de la métropole soutenant efficacement la lutte de la colonie contre le renforcement et les cruautés de l'appareil répressif, serait un des facteurs primordiaux du développement de la révolution indochinoise. C'est le devoir de la section française : d'entreprendre enfin dans ce but une action énergique et systématique.

F. GERARD.

NOTE DE LA REDACTION

Il ne nous a pas été possible de rattraper ce mois-ci le retard. Tout le possible sera fait pour le rattraper le mois prochain. Nous avons publié dans ce numéro les études les plus urgentes, c'est-à-dire celles qui concernent la situation en Espagne et en Allemagne. Dans le prochain numéro nous publierons un certain nombre de matériaux déjà prêts, dont la fin de l'article sur la crise économique et des études sur le récent Comité Central du Parti et sur les luttes ouvrières en cours.

Les difficultés financières sont aussi de la partie. Nous avons besoin de l'aide accrue de nos lecteurs, du soutien de tous les membres de l'Opposition. Il faut recruter des abonnements. Ce numéro à 48 pages, coûtera encore 2 frs. A partir du mois prochain nous reviendrons aux numéros à 64 pages.

LISEZ LES PUBLICATIONS INTERNATIONALES DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

Bulletin International de l'opposition communiste de gauche. — Paraît en français, en allemand et en anglais. 45, Boulevard de la Villette, Paris, 10^e.

Bulletin de l'Opposition (Bolcheviks-Léninistes). — Organe de l'Opposition communiste russe, entièrement en langue russe, 23 Brusendorferstrasse, Berlin - Neukölln.

La Lutte de Classes, organe théorique mensuel de l'Opposition communiste, 45, Boulevard de la Villette, Paris, 10^e.

La Vérité, organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (opposition), 45, Bd de la Villette, Paris 10^e.

The Militant, organe hebdomadaire de la Ligue Communiste d'Amérique (opposition), 84 East 10th St. New York.

Der Kommunist, organe bi-mensuel de l'Opposition de gauche unifiée du P. C. allemand, Wiesenstrasse 6, Berlin N-20.

La Voix Communiste, organe bi-mensuel du Groupe d'opposition du P. C. Belge, 2, place des 6 Bras, Châtelet.

Comunismo, organe théorique de l'Opposition internationale en Espagne, Jesús, 2,3^o. Oviedo.

Prometeo, organe bi-mensuel de la Fraction de gauche italienne, 114, rue de l'Indépendance, Molenbeek - Bruxelles.

Pall ton taxéon (La Lutte de Classes), organe hebdomadaire de l'opposition de gauche en Grèce (archio-marxistes), A t h è n e s .

Spartakos, organe du groupe Spartakos en Grèce. A t h è n e s .

Osvobojenié, organe mensuel de l'opposition marxiste bulgare, S o f i a .

Iskra (l'Étincelle), organe de l'opposition de gauche en Tchécoslovaquie, P r a g u e .

A Lucta de Classe, organe de l'opposition de gauche au Brésil, R i o d e J a n e i r o .

Claridad, Bulletin de l'opposition de gauche au Mexique.

L'Étincelle, organe de l'opposition de gauche du parti communiste chinois, S h a n g a ï .

Verdad, organe de l'opposition de gauche en République Argentine, B u e n o s - A y r e s .



LISTE DES LIBRAIRIES DANS LESQUELLES *LA LUTTE DE CLASSES* EST EN VENTE, EN PLUS DES PRINCIPAUX KIOSQUES DE PARIS.

PARIS :

La Vérité, 45, Boulevard de la Villette, 10^e.

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, 10^e.

Librairie Picart, 59, Boulevard St-Michel, 5^e.

La Lumière, 69, Boulevard St-Germain, 5^e.

Au Commerce des Idées, 26, Boulevard St-Michel, 5^e.

Librairie Matérialiste, 47, rue Monsieur-le-Prince, 5^e.

LYON :

Kiosque journaux pl. du Pont, Cours de la Liberté, quartier 87.

BELGIQUE :

L'Eglantine, 20, rue de Lenglentier, Bruxelles.

Cosmopolis, 72, rue de la Montagne, Bruxelles.

Henriquez, 41, rue de Loxum, Bruxelles.

Editions réalistes, 17, Montagne de la Cour, Bruxelles.



Le Gérant : P. NAVILLÉ



Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, 32, Paris (20)